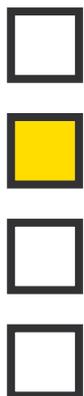


La Conférence de l'Aire Urbaine toulousaine
laconf@auat-toulouse.org - 11 bd des Récollets, 31078 Toulouse cedex 4 - tél. 05 62 26 86 26 - fax. 05 61 52 71 36



m a i
2007

actes

**séminaire prospectif
du 2 décembre 2005**

auat
toulouse
aire urbaine

Avant-propos

Rassemblant une centaine de personnes (élus et partenaires de l'aménagement), le séminaire prospectif du 2 décembre 2005 a été organisé par l'auat sous l'égide de l'InterSCoT, avec le concours de **Futuribles**, centre indépendant d'étude et de réflexion prospective sur le monde contemporain.

Hugues de Jouvenel, directeur général, et **Véronique Lamblin**, directeur d'études, ont apporté les éléments de contenu et de réflexion et animé, avec l'auat, les ateliers de travail thématiques.

Trois temps ont structuré cette journée de séminaire :

- Une introduction méthodologique par Hugues de Jouvenel sur ce qu'est une démarche de prospective territoriale, suivie d'éléments de cadrage sur les grands scénarios d'évolution de la France à l'horizon 2020.
- Un travail en ateliers avec pour chacun, un exposé par Futuribles des tendances lourdes et incertitudes majeures, un rappel bref des spécificités et du questionnement quant à l'avenir de l'aire urbaine toulousaine par l'auat et un temps de débat.
- Une table ronde, en fin de journée, rassemblant le Bureau de l'aire urbaine et les rapporteurs d'ateliers.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Introduction, par Claude Raynal..... | 3 |
| La démarche prospective : utilité et limites , par Hugues de Jouvenel | 5 |
| Scénarios de contexte France 2020 : le système géopolitique et géoéconomique mondial, par Hugues de Jouvenel | 13 |
| Atelier 1 : Changements socio-économiques | 17 |
| Mutation du système productif et nouveau paradigme technico-économique, Hugues de Jouvenel..... | 19 |
| Débat..... | 24 |
| Atelier 2 : Les ressources, eau, air, sol, énergie | 29 |
| Ressources, énergie et climat, Véronique Lamblin | 31 |
| Débat..... | 36 |
| Atelier 3 : Lieux, modes de vie et d'habiter | 41 |
| Valeurs, comportements et modes de vie, Hugues de Jouvenel | 43 |
| Débat..... | 46 |
| Synthèse générale des débats | 48 |
| En guise de conclusion | 51 |

Introduction

Claude Raynal, animateur de la démarche InterSCoT

La charte InterSCoT, une démarche pionnière

Approuvée en janvier 2005, à l'issue d'une démarche inédite et novatrice, la charte InterSCoT pour une cohérence territoriale de l'aire urbaine toulousaine a permis de mettre en évidence, au regard d'objectifs de développement durable, ce qui est en jeu sur notre territoire. Quatre axes forts ont ainsi été définis :

- l'autonomie des territoires : il y a en effet une complémentarité à trouver entre le pôle urbain, les villes moyennes et les autres territoires, en améliorant l'équilibre habitat/emploi, d'autant que l'attractivité de notre aire urbaine est très forte (plus de 18 000 nouveaux habitants chaque année).
- l'intégration des habitants et "l'accès à la ville" pour tous : chaque bassin de vie doit pouvoir offrir un niveau satisfaisant d'équipements, de services et de logements.
- l'organisation des échanges, afin de faciliter les déplacements dans l'aire urbaine et avec l'extérieur.
- la valorisation des espaces naturels et agricoles, de l'eau, des déchets... et la prévention des risques majeurs.

Cette démarche nous a conduits à soutenir un modèle de développement exigeant, qui préconise le renforcement du pôle urbain – la zone dense de notre agglomération – et la constitution en périphérie de pôles d'équilibre conçus comme autant de "bassins de vie" à part entière ; les villes moyennes proches sont également appelées à jouer un rôle important dans ce dispositif.

La création d'une structure de concertation, de type GIP, a ensuite été décidée afin de mettre en œuvre et faire vivre cette charte.

Comme l'aire urbaine ne fonctionne évidemment pas de manière isolée, indépendamment du contexte national et international, il est apparu opportun d'interpeller les collectivités, les élus locaux sur les différents scénarios du possible à l'horizon 2020 au regard des tendances d'évolution dans trois grands domaines :

- les changements socio-économiques,
- les ressources naturelles,
- les lieux, modes de vie et d'habiter.

Ce séminaire du 12 décembre 2005 s'inscrit dans la continuité du travail mené depuis plusieurs années sur notre territoire, et notamment des "conférences prospectives de l'aire urbaine", qui nous ont déjà permis d'aborder différents sujets de société de ce début du XXI^e siècle.

L'introduction d'Hugues de Jouvenel, directeur de Futuribles, a été l'occasion d'explicitier les étapes d'une démarche de prospective territoriale et d'en démontrer l'intérêt stratégique.

L'objectif de ce premier séminaire prospectif était d'enrichir la réflexion des collectivités de l'aire urbaine toulousaine, un territoire dont l'avenir dépend avant tout de la détermination de ses acteurs locaux à accompagner son développement.

Riche et dense, cette journée de travail nous a "interpellés" à différentes reprises, en remettant parfois en question certaines de nos certitudes ; de telles initiatives s'avèrent nécessaires et fécondes pour la suite de notre projet et nous conforte dans notre démarche de construction d'un avenir commun.

La démarche prospective : utilité et limites

Hugues de Jovenel, directeur du groupe Futuribles

Futuribles est un centre indépendant d'étude et de réflexion prospective sur le monde contemporain. Ce "laboratoire d'idées" analyse depuis plus de 40 ans, au-delà des effets de mode, quels sont les éléments vraiment structurants et les futurs possibles (futur-ibles). Où sont les incertitudes ? les tendances lourdes ? les faits porteurs d'avenir, les marges de manœuvre ?

Futuribles poursuit ainsi trois objectifs. Celui d'essayer de contribuer à une meilleure compréhension du monde contemporain au travers de sa dynamique temporelle longue. Celui d'essayer de répondre à la question du « que peut-il advenir ? », qui renvoie à la veille et à la prospective exploratoire. Et le troisième objectif qui est de tenter de répondre à la question, « que pouvons nous faire ? » à l'échelle des différents territoires, des différentes organisations avec lesquelles Futuribles est amené à travailler.

La prospective : de quoi s'agit-il ?

La prospective : démarche de l'anti-fatalité

La prospective est avant tout une véritable école d'humilité : plus on en fait, plus on se rend compte qu'on ne sait rien, que les méthodes sont précaires, discutables...

Bien plus qu'une "boîte à outils", la prospective est une attitude, une tournure d'esprit, une philosophie. Une philosophie héritière de la révolution culturelle intervenue au XVIII^e siècle et qu'on évoque souvent en opposant les valeurs dites traditionalistes aux valeurs dites individualistes (ce qui ne signifie pas égoïstes!).

Les valeurs traditionalistes se caractérisent par le fait de considérer, à tort ou à raison, que nous sommes régis par un ordre supérieur, spirituel, moral ou religieux, et que le défi de notre existence va être d'essayer de se conformer à des préceptes édictés par cet ordre supérieur.

La révolution individualiste – qui s'incarne très largement dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen –, est, au contraire, la revendication des individus de pouvoir être maître de leur destin, de pouvoir agir en fonction de leurs propres valeurs, de leurs propres convictions, leur propre conscience.

Cette évolution des valeurs signifie que l'on passe d'une posture où on est "agi" par un système, à une posture où l'on prétend être, non pas complètement maître, mais artisan, acteur dans ce système.

C'est une révolution culturelle qui a joué un rôle déterminant dans l'émergence du mode de pensée prospectiviste. Cela représente aussi le vrai défi de la prospective : ne plus être spectateur de l'histoire ou victime d'un avenir imposé, mais prendre son avenir en main et donc devenir artisan d'un futur pour une part choisi.

Il y a un autre élément important : il réside dans la nature différente entre le passé qui est le domaine des faits accomplis, donc connaissables, parfois même scientifiquement (ce qui n'empêche pas les controverses entre historiens), et le futur qui relève du non fait, de l'indéterminé, de l'incertain, qui échappe par conséquent au domaine de la connaissance.

Le présent, lui, n'est qu'un instant furtif, entre un passé qui pour une part se prolonge et un futur, voire des futurs, qui s'enracinent dans le passé.

Pour dire les choses un peu plus clairement, la démarche prospective prend appui sur trois observations concernant la nature de l'avenir :

- l'avenir est domaine de liberté,
- l'avenir est domaine de pouvoir,
- l'avenir est domaine de volonté.

L'avenir est domaine de liberté

L'avenir n'est pas prédéterminé, il échappe aux domaines de la connaissance. Même avec des systèmes experts de plus en plus élaborés, personne ne pourra dire avec certitude ce que sera demain, mais cela ne veut pas dire, inversement, que tout est possible.

En fait l'avenir est ouvert à un éventail de futurs possibles que l'on peut se représenter comme une arborescence avec un tronc commun – le passé – et des "futuribles" qui se multiplient et sont d'autant plus nombreux que l'on regarde loin devant.

L'intelligence territoriale

Tout commence donc dans une démarche prospective par le fait d'essayer de se représenter, autant que possible collectivement, ce qu'est le territoire aujourd'hui. Comment fonctionne-t-il ? Où sont les moteurs, les freins ? C'est un travail de radioscopie, de diagnostic, de veille, d'intelligence stratégique ou encore d'intelligence territoriale.

Le fond de ce travail est d'essayer, au-delà de l'écume des jours, au-delà des phénomènes conjoncturels, anecdotiques, de comprendre ce qui constitue les éléments moteurs, les tendances et déterminants fondamentaux qui caractérisent un territoire, une nation ou encore le monde. C'est donc un travail de diagnostic collectif, en dynamique sur le territoire, qui dans l'idéal devrait être pratiquement tenu à jour en permanence puisque avec le temps qui passe, il y a des futuribles qui disparaissent et d'autres qui apparaissent. Un des grands défis dans ces diagnostics territoriaux, est de ne pas se méprendre sur la nature des inerties et des changements.



L'avenir n'est pas prédéterminé, il échappe aux domaines de la connaissance

De ce point de vue, il faut se méfier des projections démographiques auxquelles nous accordons sans doute une confiance tout à fait excessive et déraisonnée. L'incertitude sur une estimation de population est d'environ 20 % à 20 ans, de 30% à 30 ans et donc de 100 % à 100 ans... Certes, nous héritons d'une population dont le nombre est connu, mais nous sommes très handicapés pour faire des hypothèses ou des prévisions sur certaines variables. Quels seront les comportements de fécondité demain et après demain, par exemple ou quelle sera l'espérance de vie ? Quant au solde migratoire, sujet tabou s'il en est, il est encore plus fondamental au niveau des territoires.

Ainsi par exemple, pour votre territoire, le solde migratoire est beaucoup plus déterminant que la fécondité ou la mortalité. Mais un solde migratoire très positif, peut cacher une réalité préoccupante : si par exemple

tous les jeunes qualifiés s'en vont et que n'arrivent que des personnes âgées ayant de petites retraites ! Une donnée chiffrée sur le solde migratoire ne suffit donc pas, il faut savoir qui entre, qui sort, comment se structurent, se stratifient les flux migratoires entre territoires. . .

Il faut se méfier, inversement, des changements, notamment technologiques, dont on surestime (ou sous-estime) la rapidité. En effet, la capacité d'appropriation sociale des nouveaux outils est un élément déterminant et difficilement prévisible notamment par les ingénieurs concepteurs. Nous avons l'exemple du disque CD qui a mis 5 ans à se substituer aux vinyles là où l'on pensait qu'il faudrait 10 ou 15 ans.

Il y a donc un travail fondamental qui est le travail de diagnostic d'un territoire en dynamique. Il n'est pas possible de faire de la prospective exploratoire sérieuse sans savoir à quoi ressemble ce territoire, ce qui l'anime, quelles sont les forces internes et externes qui influent sur son développement.

L'exploration des futurs possibles

Le fait que l'avenir soit indéterminé veut dire que pour nous, sujets connaissant, qu'il va être synonyme d'angoisse, et ce d'autant plus que nous avons, à tort ou à raison, le sentiment que tout va de plus en plus vite, que le monde est de plus en plus chaotique. Un premier réflexe va être d'essayer de remédier à cette angoisse en se disant que demain diffèrera d'aujourd'hui exactement comme aujourd'hui diffère d'hier, que les mêmes choses changeront de la même manière comme le soleil se couche et (jusqu'à présent !) se lève le lendemain matin.

Nous devons nous méfier de ces conceptions un peu trop mécanistes de l'histoire et reconnaître que là où il y a de l'incertitude, plutôt que de s'en affoler, il faut s'en réjouir. C'est, de fait, là où les choses ne sont pas prédéterminées qu'il y a des choix à faire, qu'il est possible d'agir, d'être acteur et non pas seulement spectateur du futur.

En tant qu'acteurs, qu'individus agissants, nous sommes donc dans la position d'un bonhomme sur son bateau qui va utiliser simultanément la vigie, la veille, l'intelligence territoriale, l'intelligence stratégique pour essayer d'anticiper le vent qui se lève, le récif qui guette sa route. S'il est bon marin, il fera des scénarios exploratoires, c'est à dire qu'il va essayer, à partir des renseignements qu'il collecte, de se demander comment pourrait évoluer son environnement stratégique.

Au-delà, le bonhomme sur son bateau doit se poser la question de ce qu'il peut faire et de ce qu'il a envie de faire, de sa vision d'un avenir désirable ; ceci nous amène à la construction du futur.

Pour cela, il y a trois questions à se poser :

- Celle du pouvoir : des marges de manœuvre, ce qui n'est pas le plus simple en prospective territoriale vu le millefeuille politico-institutionnel dans lequel nous sommes.
- Celle du projet : de l'existence (ou non) d'une représentation, d'une vision collective commune d'un ou de plusieurs futurs souhaitables pour le territoire
- Celle du chemin : de la stratégie à mettre en œuvre pour arriver au projet.

L'avenir est domaine de pouvoir

« Quand il est urgent, c'est déjà trop tard » disait Talleyrand. Trop souvent les décideurs – publics ou privés – prétendent qu'ils n'ont pas le choix, qu'ils sont contraints par les événements : ce qui revient à dire que ce sont les circonstances qui ont pris le pouvoir. . .

De ce point de vue, l'intérêt de la veille et de l'anticipation n'est pas de nous dire avec certitude ce que sera demain mais de nous mettre en alerte sur des évolutions possibles avant qu'il ne soit trop tard. L'anticipation est véritablement la condition préalable à l'exercice du pouvoir.

« Il me semble que les difficultés d'agir sur le monde ne doivent pas nous cantonner à être de simples acteurs de la proximité, d'un territoire, ni nous conduire à un repli individualiste. Face à la mondialisation, il y a encore la place pour ce que j'appelle le politique d'une manière générale. Le poids du politique et la réflexion collective peuvent faire évoluer les idées, donne des perspectives sur le plan mondial comme sur le plan national et donne la capacité locale à pouvoir enclencher des processus qui permettent d'avancer. Nous aurions toutes les difficultés au niveau territorial sans ces perspectives. »

*Pierre Cohen,
Conseiller du SICOTAL,
Député-Maire de Ramonville*

« La prospective territoriale est effectivement une autre manière de faire de la politique. Un des enjeux fondamentaux est d'essayer de dépasser les pré-carrés existants et d'amener la politique sur le champ qui est normalement le sien, c'est-à-dire la confrontation de différents points de vue sur les futurs souhaitables pour les territoires. »

Hugues de Jouvenel

« Sur ce point, les modes de fonctionnement sur les territoires évoluent et le travail que nous faisons sur l'aire urbaine à 342 communes en est l'illustration. »

Claude Raynal,
Maire de Tournefeuille,
Animateur de l'InterSCoT

Passivité, réactivité, pré-activité, pro-activité...

Aujourd'hui, le constat peut être fait que les politiques sont malheureusement plutôt sur le registre de la passivité ou de la réactivité. Or, même la réactivité, le fameux culte du "juste à temps", a ses limites car la flexibilité totale est irréaliste : on ne change pas les infrastructures d'un territoire tous les jours, ni sa population, le niveau d'éducation ou le système productif... en fonction des circonstances. Il y a des inerties : quand vous faites une route, un réseau ferré, un grand équipement collectif, c'est pour plusieurs décennies.

Quand on adopte la posture de la pré-activité ou mieux de la pro-activité, il ne faut toutefois pas se tromper sur les marges de manœuvre. Or, sur ce point, une des grandes différences entre la prospective territoriale et la prospective au sein d'une entreprise, c'est l'extrême complexité du système fait d'un imbroglio d'acteurs qui interviennent tous sur des périmètres différents et qui s'enchevêtrent, ce qui soulève notamment la question récurrente du périmètre pertinent. C'est un maquis infernal, et passionnant...

L'avenir est domaine de volonté

« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va » disait Sénèque. Vous pouvez toujours avoir une bonne vigie sur l'aire urbaine, vous pourrez éventuellement anticiper le vent, mais vous ne pourrez pas dire si ce vent vous est favorable ou s'il vous est contraire, si vous ne savez pas vous-même où vous voulez aller... Ce faisant, on passe de l'exploration des futurs possibles à la construction d'un futur souhaitable ou éventuellement de futurs souhaitables, c'est-à-dire de différentes options de développement pour un territoire.

Ces projets de développement ne sont pas que des projets d'aménagement et d'équipement, ils vont bien au-delà et empruntent à nos valeurs, à l'identité du territoire. Il s'agit d'un vrai défi pour les décideurs que de déterminer quelles sont les valeurs génériques, les ressorts profonds qui animent une population et qu'il ne faut pas confondre avec l'opinion publique qui est volatile et change en fonction des événements... Il faut en même temps passer ces projets au crible de la raison puisque l'objectif n'est pas d'écrire des utopies mais des projets, des futurs souhaitables réalisables entre lesquelles ensuite il faudra faire un choix. Ce choix, cette décision, se pose de façon cruciale et place le(s) décideur(s) dans une certaine solitude.

Même si les choix stratégiques reviennent aux décideurs, il est évident que plus les acteurs du territoire, quels qu'ils soient, seront associés au diagnostic, à l'exploration des futurs possibles, à l'élaboration des options stratégiques, plus ils se sentiront partie prenante dans la mise en œuvre du projet. En effet, une fois le projet adopté, il faudra le décliner dans un plan, dans une programmation, dans un schéma de cohérence territoriale.



Certains futurs seront souhaitables mais absolument irréalisables, sur ceux-là vous ferez des utopies pendant le week-end ou la nuit !

Les différentes étapes d'une démarche prospective

Il faut distinguer quatre phases dans la démarche prospective :

- une phase de diagnostic en dynamique afin de comprendre le territoire, sa spécificité,
- une phase d'exploration des futurs possibles afin de mettre en évidence les enjeux à moyen et à long terme pour ce territoire,
- une phase d'identification des futurs souhaitables ou des projets pour le territoire,
- enfin, l'adoption d'une stratégie de développement.

D'un point de vue pratique, six étapes sont nécessaires pour y arriver.

Définir le sujet et l'horizon temporel

La définition du territoire amène généralement à des discussions épiques sur le périmètre pertinent. Vaut-il mieux travailler au niveau du quartier, de l'agglomération, de la communauté urbaine... ? Dans la pratique, tous les périmètres sont bons dès lors qu'il y a des acteurs qui sont prêts à agir, à prendre des responsabilités.

En ce qui concerne l'horizon temporel, les puristes affirment que le bon horizon est celui de la rupture. Le problème est qu'il faudrait pratiquement faire l'étude prospective pour trouver quand intervient la rupture ! L'autre difficulté est qu'il y a très peu de grandes ruptures : il y a beaucoup plus souvent une succession de fissures, de micro-décisions ou non-décisions qui amènent progressivement le système vers le basculement. Néanmoins, il y a tout de même quelque chose de pertinent dans cette notion de rupture qui amène à la réflexion sur l'inertie du territoire, sur l'éventail des possibles, sur la marge de manœuvre des acteurs...

« La coïncidence entre le périmètre sur lequel va porter le travail de diagnostic, de définition et de mise en place de stratégies et celui de la prise de décision me semble fondamentale. On ne peut avoir une stratégie que dans des limites territoriales où il y a des solidarités effectives. Il y a des évolutions aujourd'hui, les institutions, les collectivités locales, peuvent se regrouper sur des projets, même si elles sont par ailleurs en compétition. »

*Suzanne Boughattas,
Directrice Générale des Services,
Mairie de Pibrac*

Identifier les variables-clés internes et externes

Il va falloir essayer de se représenter quels sont les facteurs les plus influents sur l'évolution du territoire sachant qu'il y aura des facteurs internes et des facteurs externes au territoire. Vous n'êtes maîtres ni de Microsoft ni de Al-Qaida, or tous deux peuvent avoir un impact sur Toulouse... Vous avez par contre des variables résolument internes qu'il ne faut pas négliger.

En ce qui concerne le nombre de ces variables, il est possible de se limiter à 8 ou 10 variables : la gouvernance, le développement durable, la cohésion sociale... mais ce sont des "mots valises"... Il est aussi possible de tout désagréger et d'arriver alors à 300 variables, ce qui est ingérable ! L'expérience révèle qu'avec 30 à 50 variables, le travail se fait correctement.

Explorer les évolutions possibles des variables-clefs à partir d'indicateurs pertinents

C'est l'étape la plus consommatrice de temps et d'énergie : déterminer variable par variable son évolution passée, comment elle pourrait évoluer à l'horizon 2020, quel est l'indicateur pertinent, s'il y en a un. Fondamentalement c'est en essayant de se représenter aussi correctement que possible les évolutions passées qu'on va accumuler des idées sur les facteurs de discontinuités et de rupture.

Il faut avoir conscience à cette étape que suivant l'indicateur choisi, vous allez avoir une représentation du passé tout à fait différente. Comment par exemple mesurer les performances du territoire en termes d'emploi ? Cela peut-être fait par le taux de chômage, mais aussi être mesuré à l'aune du taux d'activité ou mieux encore du taux d'emploi (la proportion d'actifs effectivement au travail)..., chacun donne une certaine représentation.

Il faut réfléchir aussi au type de données à prendre en compte : taux de croissance, volume, parité de pouvoir d'achat (un Smic en zone rurale ou en zone urbaine ne donne pas les mêmes conditions de vie)...

Il est évidemment très tentant de s'intéresser avant tout aux variables "dures", chiffrées, qui sont sensées être scientifiques, sérieuses, objectives mais il faut rappeler qu'il est possible de faire dire aux chiffres tout ce qu'on veut !

Les "variables molles", celles qui gênent un peu tout le monde, sont quelque fois plus dures que les variables dures ! Ce n'est pas parce que vous n'avez pas un indicateur "tout cuit", un chiffre avec trois décimales derrière la virgule qu'il faut vous abstenir de prendre en compte ces variables molles. Ainsi, la confiance que les gens se portent, le fait qu'il y ait un esprit d'initiative, de la créativité, de la solidarité, le fait qu'il y ait des ruptures, des fractures sociales dans un territoire, sont des éléments certainement aussi déterminants sinon davantage que tel ou tel phénomène mesurable plus aisément.



Ces scénarios, ces futurs possibles pour l'aire urbaine toulousaine, doivent être mis en regard du contexte français, européen, mondial...

Construire les scénarios exploratoires du contexte extérieur et du territoire

Un scénario s'élabore à partir d'une base : la représentation qu'on s'est forgée de la situation actuelle, en espérant qu'elle soit fidèle à la réalité, qu'elle ne soit pas trop biaisée. C'est parce que cette représentation sert de base pour la suite de la démarche qu'il vaut mieux la faire collectivement. A partir de cette base, les cheminements vers les scénarios, vers les images finales, se font par autant de "si... alors".

A cette étape, il ne faut pas confondre les ordres de grandeur et les échelles de temps. De même, il faut accepter l'idée que les scénarios ne sont pas équivalents. Le travail se fait en tendance, avoir cinq scénarios ne veut pas dire avoir cinq futurs possibles demain matin.

Cette étape permet de construire une arborescence de futurs possibles, comprenant aussi des scénarios à courte durée de vie, mais qui peuvent avoir un impact fort. Le territoire toulousain en a l'exemple avec la catastrophe d'AZF...

Ces scénarios, ces futurs possibles pour l'aire urbaine toulousaine, doivent être mis en regard du contexte français, européen, mondial etc. afin d'envisager leur évolution, leur capacité à prospérer... confrontés aux futuribles de l'environnement extérieur, et inversement.

Préciser les enjeux majeurs et les options stratégiques

Cette étape de travail va donc consister à dégager des enjeux en explorant les futurs possibles. Certains futurs possibles ne seront pas acceptables, la réflexion portera alors sur comment les éviter.

D'autres seront souhaitables mais absolument irréalisables, sur ceux-là vous ferez des utopies pendant le week-end ou la nuit !

Enfin, se dégageront des futurs souhaitables réalisables, qui correspondront à vos options de développement, et pour lesquels il faudra qu'une décision collective soit prise. Ce n'est pas le plus simple surtout dans les territoires où les jeux d'acteurs sont complexes.

« Ce qui m'intéresse dans la prospective notamment sur les territoires, c'est bien de générer des dynamiques collectives. »

Hugues de Jouvenel

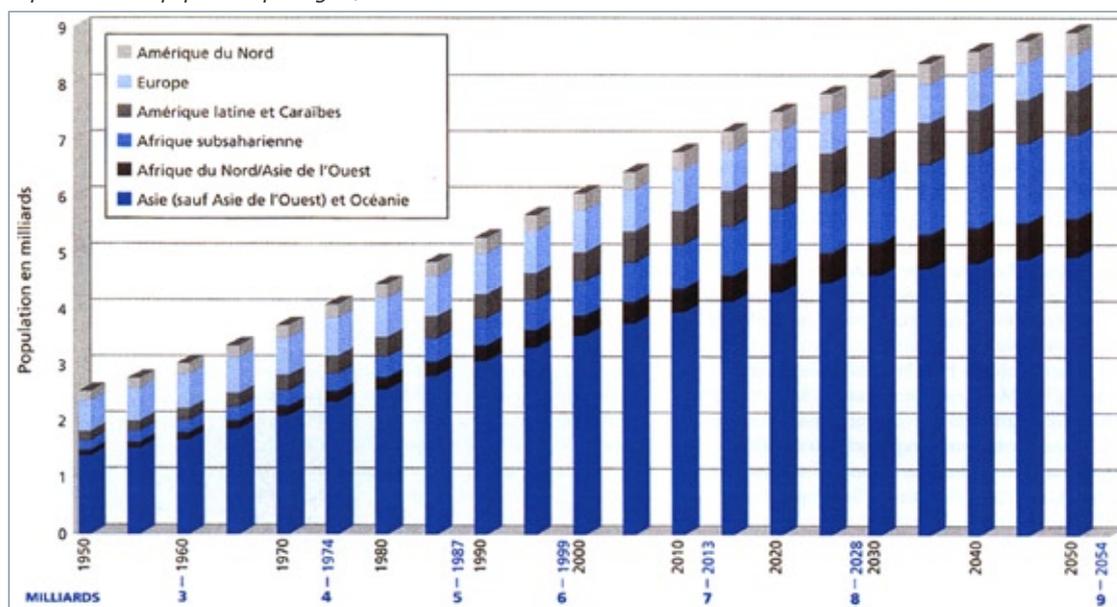
Décliner la stratégie : un agenda pour l'action

Une fois qu'on a opté pour un projet de développement, il faut faire le compte à rebours : que signifie ce projet en termes d'occupation d'espace, d'aménagement, d'équipement, qu'est-ce que cela veut dire pour le territoire, pour les autres territoires, demain matin, après demain etc. Et ceci y compris pour l'élaboration d'un SCoT, d'un InterSCoT et tous les autres documents d'urbanisme qui sont très en vogue aujourd'hui...

« Je m'interroge pour ma part sur l'avancée de la démarche dans le temps. Nous partons d'un point zéro, mais comment le système se recale, comment se fait la vérification, comment se fait son évaluation ? »

*Claude Raynal,
Maire de Tournefeuille,
Animateur de l'InterSCoT*

Répartition de la population par région, 1950 - 2050



Source : ONU, Sex and Age Quinquennial, 1950 - 2050 (The 1998 revision). © Futuribles

Scénarios de contexte France 2020 : le système géopolitique et géoéconomique mondial

Hugues de Jouvenel

Pour l'élaboration de ces scénarios, nous sommes partis de ce que nous appelons à Futuribles notre base de connaissance, en tenant compte du fait que notre territoire n'est pas totalement souverain et qu'il subit des influences extérieures. Cette base de connaissance comprend quatre entrées :

- le système géopolitique et géo-économique mondial,
- la mutation du système productif,
- le système de protection et de régulation sociale
- la dynamique du changement social et des modes de vie.

Nous allons surtout évoquer le contexte géopolitique mondial, les autres entrées seront abordées lors des ateliers.

Evolution des équilibres mondiaux

Avant d'entrer dans le vif du sujet deux éléments fondamentaux sont à rappeler concernant la répartition des populations et des richesses.

Répartition des populations et impact de la transition démographique

Il a fallu attendre 1830 pour que la planète compte son 1er milliard d'habitants, le 2ème milliard a été atteint 80 ans plus tard et le 3ème, 40 ans plus tard. Le temps de doublement de la population n'a fait que se réduire. Cette tendance ne va probablement pas se prolonger en raison de ce que l'on appelle la transition démographique qui est le passage d'une fécondité élevée avec une mortalité élevée, à une fécondité basse avec une mortalité basse. Cette transition, qu'un pays comme la France a mis deux siècles à accomplir, est en train de se réaliser en l'espace de 20 ans dans les pays du Maghreb et en Chine.

Ainsi, selon les projections des Nations Unies (avec les réserves de rigueur sur le principe des projections), la population mondiale est supposée se stabiliser à peu près aux alentours de 9 milliards d'habitants.

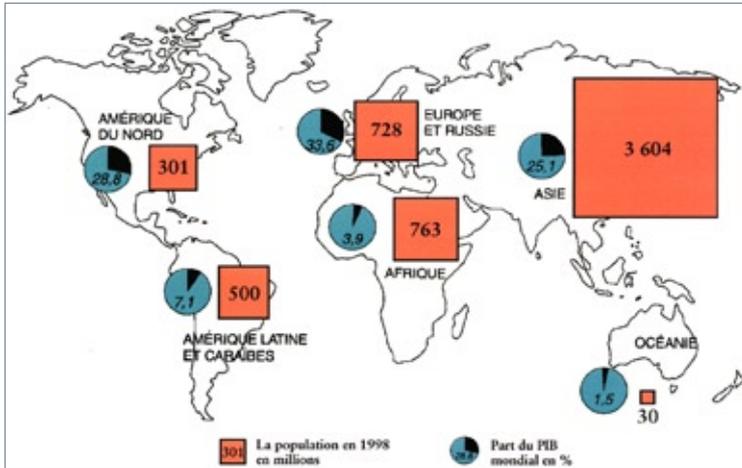
La répartition de ces populations va également évoluer. Les pays qui forment l'OCDE, qui représentaient un quart de la population mondiale en 1950, n'en représenteront à l'horizon 2020 que 10 à 12%. L'Europe représentera à l'horizon 2020 de l'ordre de 3 à 5% de la population mondiale, 5 à 6% si elle intègre la Turquie.

En Asie, qui totalise 60% de la population planétaire, la Chine sera sans doute dépassée par l'Inde à l'horizon 2020 avec des populations autour de 1,2 milliard d'habitants.

Accroissement de la population mondiale (en millions)

Source : Die Weltwoche.
© Futuribles





Répartition de la population et du PIB

Source : Fond des Nations Unies pour la population.

© Futuribles

Rapport entre richesse et population

La répartition de la richesse ne correspond pas à la répartition de la population. Le produit intérieur brut mondial (avec des réserves également sur cet indicateur) est ainsi réparti pour 1/3 en Amérique du Nord avec une tendance à l'augmentation, pour 1/3 en Asie de l'Est, avec une forte tendance à l'augmentation et pour 1/3 en Europe, avec une tendance à la diminution. Le PIB du reste du monde étant quasi insignifiant.

Les quatre tendances majeures à prendre en compte à l'horizon 2020

Le double processus de mondialisation et de fragmentation

La mondialisation existe depuis des siècles. Il y a eu des périodes d'accroissement des échanges et des périodes de ralentissement, mais elle a franchi un cap avec le premier vol spatial. Cet événement a entraîné une prise de conscience de notre appartenance à la même planète terre et de notre responsabilité commune, en principe au moins, au regard de l'écosystème planétaire ; prise de conscience renforcée par l'apparition de phénomènes environnementaux d'échelles mondiales comme par exemple le changement climatique, ou le nuage de Tchernobyl.

La mondialisation, c'est aussi l'accroissement des échanges économiques et plus encore le développement de ce que l'on peut appeler le "casino planétaire des finances". Le secteur de la finance est aujourd'hui largement dématérialisé et il s'échange à peu près 1000 milliards de dollars tous les jours à travers la planète, ce qui représente environ 100 fois plus que la valeur des transactions commerciales réelles. Incidemment, ces échanges financiers mêlent argent licite et argent illicite. Il faut savoir que le marché mondial des drogues illicites représente le même poids que le marché mondial des hydrocarbures.

Nous sommes donc dans un processus d'accroissement des interdépendances et de globalisation. Ce processus s'accompagne simultanément d'une montée des identités locales et de l'émergence de revendications culturelles, ethniques religieuses... Il y a là un mouvement dialectique.

La montée des risques multipolaires

La belle époque de la guerre froide, où deux blocs clairement constitués s'opposaient avec des règles du jeu communes, est finie et la chute du mur de Berlin ouvre le début d'une ère marquée par la multiplication des risques multipolaires de toute nature. Jamais le monde n'a été aussi interdépendant, jamais nous n'avons eu autant de conflits déclarés ou latents, conflits internes, conflits entre pays, conflits globaux, y compris avec des acteurs comme Microsoft et al Qaïda qui échappent totalement à l'emprise des états nations.

La problématique de la sécurité est réelle et radicalement nouvelle, y compris par le fait que la frontière entre sécurité intérieure et sécurité extérieure est abolie puisque les territoires sont traversés par des flux qui sont le reflet des tensions mais aussi des solidarités nouvelles.

Cette montée des interdépendances et la multiplication des risques multipolaires de toute nature ne s'est évidemment pas accompagnée de l'accroissement symétrique de nos institutions et de nos procédures de régulation au niveau planétaire.

Le rôle prépondérant de la triade

Lorsque nous parlons de mondialisation, il faut rappeler qu'il s'agit d'un phénomène qui repose essentiellement sur trois pôles. Les Etats-Unis et l'accord de libre échange nord américain (ALENA). L'Asie de l'Est, qui est dans un cercle vertueux qui s'étend du Japon jusqu'en l'Inde où les pays les plus avancés entraînent dans le processus de développement les pays les moins avancés. Le Japon a ainsi entraîné dans son sillon les quatre "dragons" qui ont entraîné dans leur sillon les nouveaux pays industrialisés, qui ont entraîné les 4 cantons du littoral chinois dont on peut se demander aujourd'hui s'ils vont entraîner l'arrière pays chinois.

C'est un phénomène très intéressant pour nous, européens. Dans ce pôle d'Asie de l'Est il ne faut surtout pas oublier l'Inde qui constitue aujourd'hui un pôle au moins aussi important que la Chine. Et puis l'Europe qui, il faut bien le reconnaître, est très fragmentée.

Les perspectives de l'Union européenne

Une des problématiques des pays européens est qu'ils ont construit le marché unique sans faire une politique commerciale commune, sans faire une politique industrielle commune, sans faire une politique de recherche commune. La seule politique commune était peut être la PAC dont on connaît les difficultés à l'heure actuelle.

Cette Europe s'élargit avec notamment une volonté de propager la paix et la démocratie par des voies pacifiques. Le problème est que plus elle s'élargit sans approfondir ce qui fait son socle commun, plus elle se fragilise.

En France, 80 % de nos échanges se font avec la zone Europe mais cette zone Europe reflète une diversité énorme. Il y a des accords sur des périmètres complètement différents : Schengen ne coïncide pas avec Euroland qui ne coïncide pas avec tel autre zone d'accord...

Cette Europe est assez largement en difficulté et très disparate.

Pour votre territoire, le processus de mondialisation signifie qu'il va se trouver de plus en plus confronté à tous les autres territoires d'Europe et d'au-delà, pour attirer des capitaux, pour attirer des personnes qualifiées et les conserver... Face à cette réalité il existe deux attitudes : celle qui consiste à s'affoler chaque fois qu'une délocalisation vers un autre pays a lieu ou celle qui consiste à se réjouir parce que cela va permettre à ce pays de décoller, à charge pour nous de trouver de nouvelles spécialisations. Au regard de ces attitudes il y a des différences importantes entre les territoires. Il y a des territoires qui s'attachent à ce qu'ils ont, au risque, au final, de se retrouver sans rien. Au contraire, certains territoires, ayant pris conscience de cette compétition internationale, cherchent à redéployer leurs activités sur des secteurs à plus haute valeur ajoutée, à jouer des synergies. Cela rejoint pour une part ce qu'on appelle maintenant les pôles de compétitivité, à propos desquels il faut se demander s'il s'agit d'un simple affichage ou s'il s'agit vraiment de mettre en place une dynamique.

« Cet examen des contraintes me paraît nécessaire pour penser l'avenir de notre aire urbaine. La mondialisation est un élément qu'il faut prendre en compte dans tous les scénarios. Aujourd'hui l'activité que nous avons dans l'aéronautique donne une vision à 20 ans mais au-delà, nous pouvons nous attendre à des changements fondamentaux. En 2050 est-ce que Toulouse sera encore capable d'être un acteur mondial dans l'aéronautique et l'espace comme elle l'est aujourd'hui, ou faut-il déjà penser à d'autres avenir ? Il faut aussi réfléchir à ce que sera Toulouse dans une Europe qui se construit lentement. L'avenir de Toulouse n'est pas séparé de celui de l'Europe. Cela me paraît être des thèmes qu'il faut examiner dans nos réflexions sur le devenir de notre territoire. »

Georges Estibal
Conseiller du Grand Toulouse,
élu de Toulouse

Atelier 1

Changements socio-économiques

Mutation du système productif et nouveau paradigme technico-économique

Hugues de Jouvenel

Tertiarisation de l'économie

Le premier phénomène notable quand on s'intéresse à la mutation des économies modernes c'est la tertiarisation de l'économie.

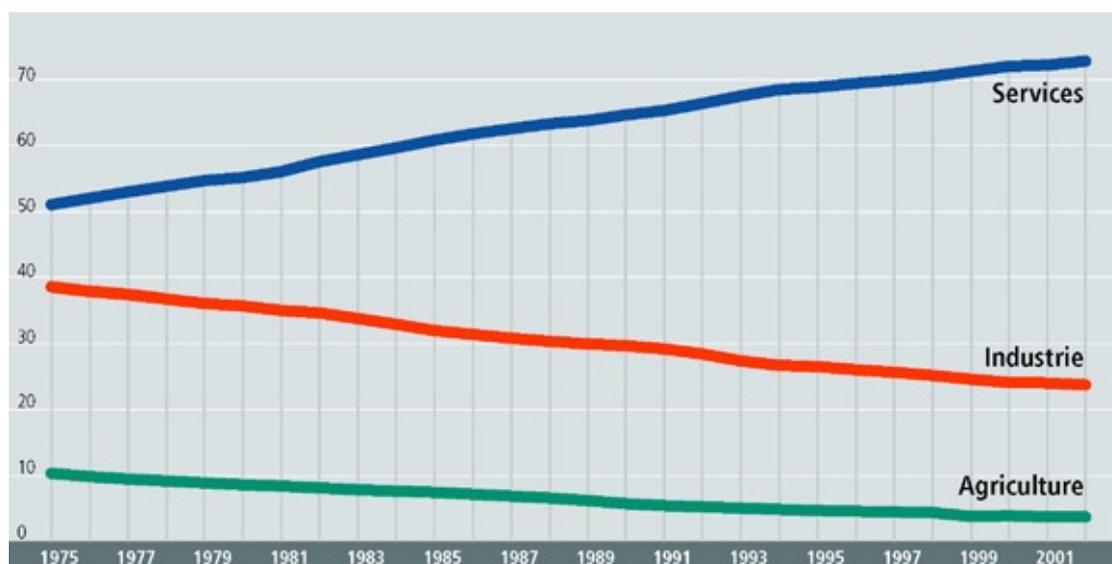
La théorie de l'économie classique distingue le secteur primaire, l'agriculture, le secteur secondaire, l'industrie et le secteur tertiaire, celui des services. Pour les économistes, le développement est le passage de l'ère agraire à l'ère industrielle, ce qui s'est produit en Europe entre 1850 et 1950, puis le passage de l'ère industrielle à une ère qualifiée de "post-industrielle", de société d'information et de communication, ou, terme plus à la mode, d'économie du savoir, ou encore, ce qui semble plus approprié, de révolution de l'intelligence. La preuve de ce processus étant, selon eux, la déformation de l'emploi par secteur.

Une interpénétration croissante entre les trois secteurs

Cependant, si on analyse ce phénomène plus attentivement, les choses apparaissent plus complexes : effectivement l'emploi dans l'agriculture a fondu, mais dans le même temps, la production agricole s'est accrue grâce à une augmentation très importante des rendements. Cela s'est réalisé grâce à une industrialisation de l'agriculture, en recourant de plus en plus à la mécanisation.

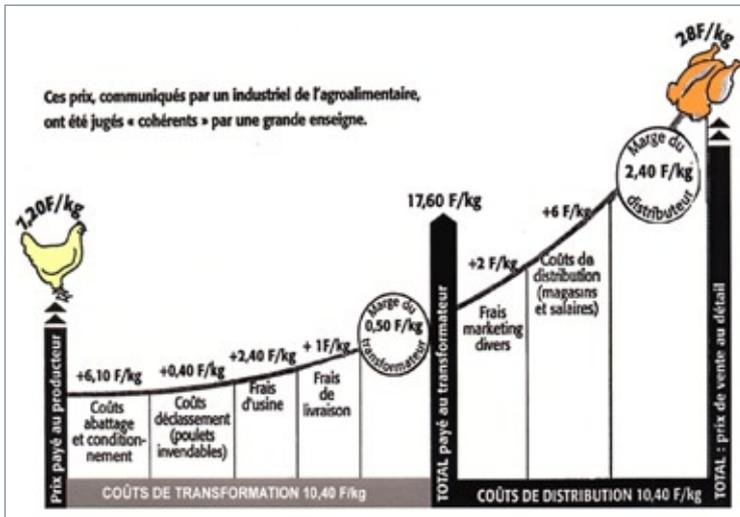
A la même époque, le tertiaire a commencé aussi à s'industrialiser. L'équipement des ménages en machine à laver est, par exemple, exemplaire du remplacement par un équipement industriel d'une activité tertiaire qui pour certains était domestique, pour d'autres monétarisée.

Ce qui se passe depuis 1950, et plus nettement depuis 1970, ce n'est pas tant un développement du tertiaire au détriment de l'industrie et de l'agriculture, mais plutôt un processus au long cours de tertiarisation de l'ensemble des activités industrielles et agricoles et la poursuite, simultanément, d'une industrialisation du secteur tertiaire.



Evolution de l'emploi par grands secteurs (en %)

Source : OCDE, Statistiques de la population active.
© Futuribles



Le prix d'un poulet...

© Futuribles

Aujourd'hui, par exemple, si on décompose le prix du poulet, il apparaît qu'il dépend de moins en moins du coût de la matière première et des coûts salariaux des personnes qui la travaillent et de plus en plus de tout l'immatériel incorporé : en amont la recherche et le développement sur les semences, sur les aliments, le progrès génétique sur les plantes et les animaux ; et en aval, la distribution, la chaîne du froid, le packaging, la publicité, les services financiers... Tout cela représente au final 4/5^e du prix d'un produit agroalimentaire mis sur le marché. Le même constat peut être fait concernant les produits industriels, par exemple sur le prix d'une automobile.

L'analyse de l'augmentation du nombre d'emplois tertiaires doit aussi tenir compte de la part des emplois, hier industriels, qui du fait des processus d'externalisation, et des nomenclatures INSEE, sont devenus des emplois tertiaires. Par exemple, quand un service contentieux ou un service informatique est externalisé, les salariés de ce service passent de la nomenclature INSEE "emplois industriels" à celle des "emplois tertiaires".



Le prix d'une automobile

© Futuribles

Une "nouvelle économie"

Du fait même de cette "tertiarisation" des activités productives, nous entrons dans une "nouvelle économie" fonctionnant désormais à partir de "règles du jeu" radicalement différentes de celles d'hier.

Une dissociation de la croissance économique et de la consommation des matières énergétiques minérales et minières

Pendant longtemps la croissance économique s'est accompagnée presque corrélativement d'une augmentation de notre consommation de matières premières, énergétiques et non énergétiques. Cette liaison mécanique a en partie été rompue du fait de la tertiarisation et de la dématérialisation des économies modernes.

*Plus de services
avec moins
d'énergie*

| Année | Consommation en watts | |
|-------|-----------------------|-----|
| 1950 | TV noir et blanc | 500 |
| 1960 | TV couleurs | 300 |
| 1990 | TV couleurs | 75 |
| 2000 | écran plat | 20 |

© Futuribles

On produit ainsi aujourd'hui des écrans plats de télévision, en couleur, qui offrent une meilleure qualité de service et consomment beaucoup moins d'énergie que les téléviseurs cathodiques d'hier.

Cette évolution n'est cependant pas vraie dans tous les secteurs. Ainsi, si pendant longtemps les automobiles ont consommé de moins en moins d'énergie au kilomètre parcouru, aujourd'hui avec la climatisation, ou l'électronique embarquée, la consommation de nos voitures est en train de repartir à la hausse.

Une dissociation de la sphère économique réelle et de la sphère financière

La finance est un secteur qui a très largement été dématérialisé et a bénéficié des technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, les bourses de Tokyo, New York et Londres fonctionnent en temps réel, inter-agissent les unes sur les autres, ce qui entraîne les phénomènes de bulles et de crack...et donc une distorsion croissante entre "le casino" planétaire des finances et la sphère économique. Tout cela a des conséquences très concrètes sur notre tissu productif. Par exemple, les chefs d'entreprises doivent désormais assurer un rendement financier à trois mois ce qui rend difficiles les investissements de fond, comme la recherche, dont le rendement est sur le temps long. Une autre conséquence est le fait que beaucoup d'entreprises qui ont une devanture industrielle font en réalité l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans la finance. C'est aussi le cas de nombreux commerces, dont les clients paient cash, mais qui ne règlent leurs fournisseurs qu'à 90 jours. Pendant trois mois ils peuvent donc placer leur trésorerie sur les marchés financiers où ils obtiennent des rendements qui leur rapportent bien plus que les marges faites sur les produits à l'étalage.

Un avènement de l'économie planétaire : logique de réseau versus logique territoriale

Nous entrons dans une économie dont les sources de valeur ajoutée sont de plus en plus fluides, volatiles. Il y a un déplacement des centres de valeur ajoutée, de la détention de matières premières, ou de la production de produits manufacturés à faible valeur ajoutée, hier, vers la capacité, aujourd'hui, à produire des idées, des brevets, des logiciels et à les incorporer dans les produits.

De ce fait, les sources de valeur ajoutée s'organisent de plus en plus suivant une logique de réseau à l'échelle planétaire, et sont de plus en plus déconnectées de la logique territoriale sur laquelle était assis le principe de souveraineté nationale. Il y a aujourd'hui un vrai hiatus entre des administrations publiques, locales, nationales, voire européennes, assises sur des logiques de territoire et des systèmes économiques, financiers qui, eux, sont dans des logiques de flux. Cela explique pour partie la perte d'efficacité des politiques publiques.

Dans les années qui viennent, l'attractivité relative du territoire va devenir un élément tout à fait déterminant non seulement pour capter les principales sources de valeur ajoutée mais aussi pour les développer. Là, effectivement, le défi de la recherche est très important, pour autant que la recherche ne soit pas uniquement de la recherche publique sur des marchés publics à productivité faible. Autrement dit, il faut s'intéresser aux effets d'entraînement que l'investissement/recherche peut avoir par rapport à l'ensemble du tissu productif.

*Beaucoup d'entreprises
qui ont une devanture
industrielle font en réalité
l'essentiel de leur chiffre
d'affaires dans la finance*

La "galaxie" Enron, illustre ce qu'est une économie qui s'organise suivant une logique de réseau, mais on pourrait faire la même chose sur EDF.

Au delà, ce système économique met tout le monde en concurrence avec tout le monde, tout en étant allié avec tout le monde. Nous allons donc être au défi d'améliorer la compétitivité sur les marchés mondiaux, non seulement de nos entreprises mais aussi de nos territoires.

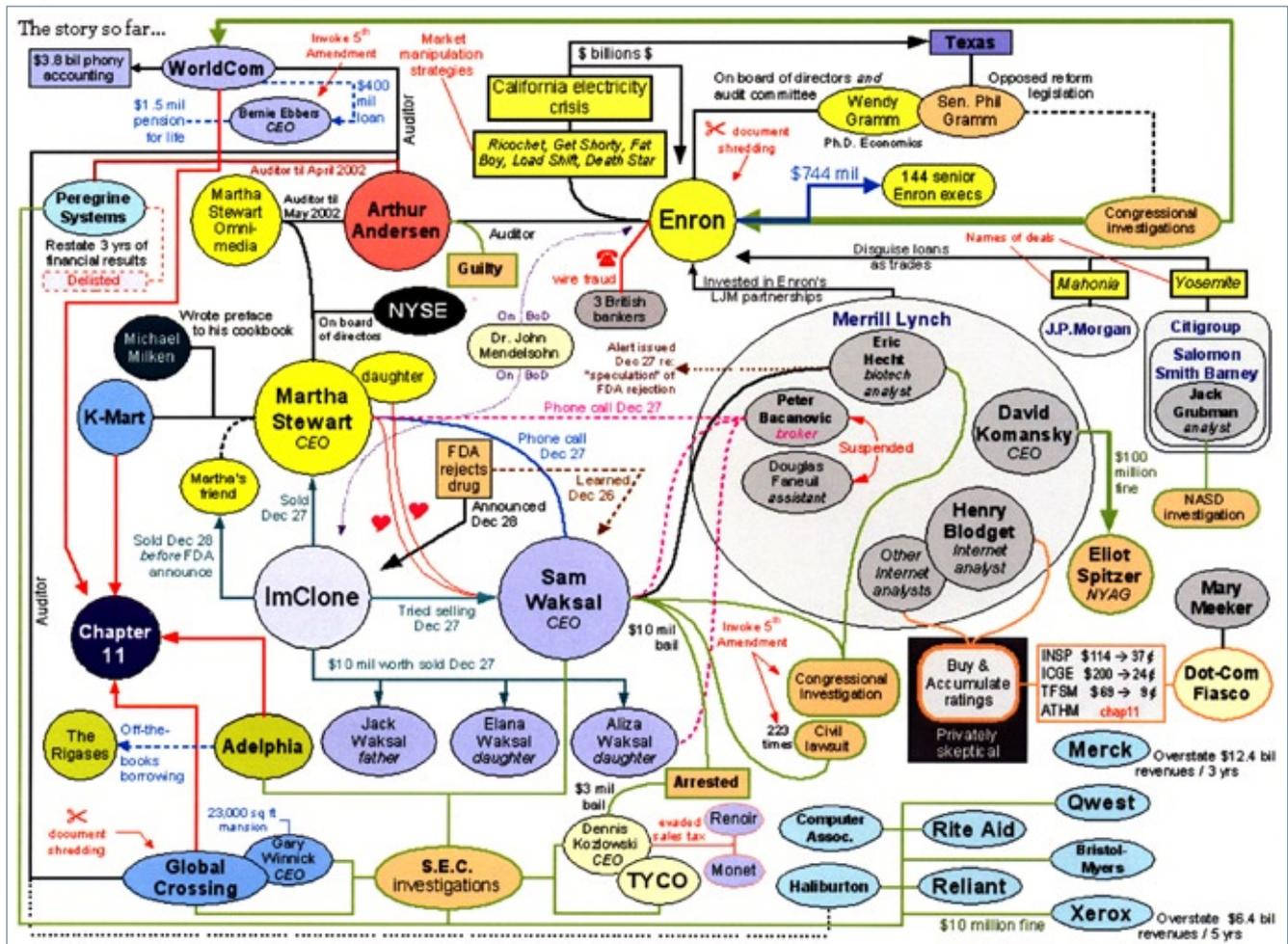
Impératif de productivité et défi de compétitivité pour les entreprises

Traditionnellement, cette recherche de compétitivité passe par quatre types de stratégie.

La tertiarisation de l'industrie

En ajoutant des composantes immatérielles on passe d'une production de masse à une production de biens sur mesure, service compris. Certaines entreprises automobiles qui ont intégré cette évolution vont même, par exemple, jusqu'à se qualifier de "prestataire de mobilité".

La "galaxie" Enron



© Futuribles

L'industrialisation des services

C'est le deuxième élément qu'il faut absolument prendre en compte. On assiste par exemple à un essor des industries sportives sans commune mesure avec l'essor des pratiques sportives.

L'efficacité des administrations publiques

C'est un discours patronal qu'on connaît bien mais qu'il faut prendre avec prudence. Certes, il faut améliorer l'efficacité de nos administrations publiques, c'est un vrai défi compte tenu de l'imbricatio d'acteurs publics qu'il y a sur le territoire. Cependant, c'est une grave erreur de vouloir s'en tenir à un pur calcul avantages/coûts, d'avoir une approche uniquement comptable vis à vis des administrations publiques. Il faut se poser la question de ce qui, dans le contexte particulier des années à venir, confère au service public une spécificité et une légitimité telles que ce service-là est en droit de fonctionner suivant des lois qui sont exorbitantes par rapport aux lois du marché. On ne peut pas ne pas aborder le problème fondamental des finalités spécifiques de l'action publique.

Le transfert hors marché des activités à productivité stagnante

C'est le dernier élément. C'est par exemple le fait de transformer les consommateurs en producteurs. Les banques ont été assez loin dans cette stratégie : elles vendent des abonnements pour un télé-compte que les clients payent pour faire, chez eux, sur leur temps de loisir, le travail que faisait le guichetier auparavant. La différence entre une grande surface et un petit commerçant montre la même chose : la grande surface a réduit considérablement les frais de personnel, le client se sert lui-même, et bientôt remplacera la caissière.

Le défi de l'innovation

Au-delà de ces quatre lignes de forces fondamentales, il y a le défi de l'innovation. Pour échapper à une concurrence mondiale dramatique qui se fait au travers des coûts, il va falloir s'en sortir par le haut, c'est à dire par l'innovation.

On pense d'abord à **l'innovation technologique** non sans raison puisque effectivement nous sommes dans une période de changements technologiques très rapides. Cependant, il ne faut pas sous estimer le rôle tout à fait fondamental de **l'innovation socio-organisationnelle**.

Les consultants en management disent que nous allons passer d'entreprises de type pyramidales à des entreprises de type poly-cellulaires. En réalité la pyramide a été conservée mais le nombre d'échelons s'est réduit (ce qui n'est pas sans poser des problèmes en termes de gestion de carrière, politique d'avancement...) et des équipes transversales, ou équipes projets, cohabitent avec ces pyramides "réduites". Au final, les individus dépendent donc de deux systèmes hiérarchiques.

Il y a là un défi très important pour les managers qui autrefois faisaient un management d'autorité, il y avait ceux qui pensaient et ceux qui visaient. Demain le vrai talent des managers sera d'une autre nature : ils vont devoir être des catalyseurs d'intelligences réparties, être des chefs d'orchestre prenant appui sur l'intelligence de tous les acteurs de l'entreprise.

HIER :



DEMAIN :



© Futuribles

Un deuxième aspect essentiel de l'innovation socio-organisationnelle concerne les formes d'emploi et, notamment, la substitution du concept de fonction (individuelle ou collective) au vieux concept de statut. Au passage, il y a fort à parier que les qualifications auront à l'avenir plus d'importance que les diplômes et qu'une part croissante de la rémunération sera déterminée par les performances.

Atelier 1

ÉLÉMENTS DU DÉBAT

QUESTIONS SOUMISES AU DÉBAT

- L'attractivité du territoire est-elle "durable" ?
- A-t-on pris la mesure de la position de la métropole Toulousaine dans l'Europe ?
- Les politiques mises en place sont-elles à la mesure de l'ambition ?

François-Régis Valette

Président du Sicoval, Maire d'Auzeville

Un des atouts de l'agglomération toulousaine est son attractivité.

Nous pouvons faire le constat que les emplois que nous avons ici sont en moyenne de qualification supérieure à ce qui s'observe sur le plan national. Nous sommes aussi la deuxième ville universitaire en France (hors Paris).

Il est évident que la vocation de ces universités ou grandes écoles n'est pas de former uniquement des diplômés de haut niveau pour les besoins du tissu économique local. Il n'y pas de débouchés pour tous, ainsi, il est normal qu'il y ait une proportion importante d'étudiants qui, une fois formés, partent, même si beaucoup d'entre eux, y compris ceux venus d'ailleurs, souhaitent rester.

Hugues de Jouvenel

A partir du constat que vous posez, celui de l'exportation de main d'œuvre qualifiée, il me semble que vous devez vous poser un certain nombre de questions :

- Avez-vous un retour sur investissement au regard des efforts de formation consentis ?
- Pourquoi ces jeunes formés partent-ils ? Est-ce qu'on ne peut pas davantage les retenir ? Ont-ils un sentiment d'appartenance à Toulouse ou sont-ils venus dans l'idée de passer 3 ou 5 ans et repartir ?
- Capitalisez-vous suffisamment le potentiel humain que vous formez et quelles sont les relations humaines que vous entretenez avec tous les étudiants qui ont été de passage ici ?
- N'y a-t-il pas quelque chose à faire pour passer de cette qualification ou de cette formation à l'esprit d'initiative, au projet, au développement ? Il me semble qu'un territoire qui a la chance de pouvoir former autant d'étudiants qualifiés, devrait avoir envie de créer des "maternités d'entreprises". La question ne doit pas être posée qu'en termes de recherche d'emplois, elle est aussi dans la capacité à générer des projets en tout genre : dans l'économie marchande, des projets de développement local etc.

Guy Hellé

**Président de l'Association des Maires
de la Haute-Garonne, Maire de Carbonne**

Je pense pour ma part que le problème n'est pas forcément toulousain mais plutôt national. Les étudiants préfèrent intégrer une entreprise plutôt que d'essayer d'en créer une. C'est à nous de les inciter à se lancer.

François-Régis Valette

Nous menons déjà un certain nombre d'actions pour favoriser l'éclosion de nouvelles entreprises : création de pépinières d'entreprises, de lieux d'incubation, etc. Je crois qu'à côté des grandes entreprises nous avons sur notre territoire un tissu de PME-PMI assez diversifié.

En revanche nous devons sans doute reconnaître que le potentiel de chercheurs que nous avons sur cette agglomération, qui est extrêmement important, ne produit pas forcément toujours les transferts de technologies et n'initie pas toujours les créations d'entreprises à la hauteur de ce qu'on pourrait espérer ou de ce qu'on observe dans une région comme Rhône-Alpes.

Claude Raynal

Pour faire face à la compétition internationale ou mondiale, on évoque souvent la sortie par l'innovation et la créativité. C'est un propos que je ré-entends avec plaisir mais qui me pose un problème. On entend bien intellectuellement la réponse, elle est d'ailleurs souvent juste mais est-ce qu'elle est à la mesure du phénomène ? La stratégie d'une sortie par l'innovation est extrêmement optimiste et pose à mon sens la question de la concurrence internationale. Je pense aux indiens en particulier, qui ont des universités fortes et qui depuis longtemps sont positionnés sur des métiers à haut niveau de compétences.

Les exemples concrets que vous nous avez montrés sur l'industrie qui se tertiarise sont très intéressants. Il faut que nous soyons beaucoup plus fins dans nos analyses entre les emplois tertiaires créés (le service aux personnes par exemple) et ceux qui, en réalité, viennent d'un transfert du secteur industriel. De ce premier propos sort l'idée qu'il y a bien un lien entre l'industrie et le tertiaire. Si nous n'avons plus la production industrielle, il n'y aura plus de "tertiarisation". Nous devons nous interroger sur la perte de culture industrielle en France, même si cela concerne peu Toulouse qui était une terre connue pour l'agriculture et pour le négoce et qui n'a connu un développement industriel autour de l'aéronautique que récemment. Nous qui avons peu de pôles industriels, devons-nous pousser à l'industrialisation ou cette question est-elle déjà dépassée ?

Ma dernière remarque porte sur l'évolution de la main d'œuvre, il me semble que les ingénieurs d'aujourd'hui sont les ouvriers d'hier, ceux de 1945 jusqu'à 1960. Le jeune ingénieur qui rentre aujourd'hui, n'a pas la même passion que celui d'hier, il n'a pas non plus le même salaire ni la capacité d'évolution dans l'entreprise. Il ne se vit pas du tout comme un élément fondamental de l'entreprise. Les grandes entreprises industrielles ont aujourd'hui 80 % de cadres – elles en avaient 10% hier – qui étaient la force vive de l'entreprise. Si les habitants parmi les plus formés sont dans ce système-là, que dire des gens qui ne sont pas formés. Si le passage des agriculteurs aux ouvriers a pu se faire, avec quelques difficultés certes, aujourd'hui, je ne vois pas ce que l'on fait des ouvriers d'hier. Que pouvons-nous proposer à des gens qui ont peu de formation ?

**« La stratégie d'une sortie
par l'innovation est
extrêmement optimiste
et pose la question de
la concurrence internationale »**

Hugues de Jouvenel

Vous avez à gérer sur votre territoire la cohabitation entre d'un côté une économie "High Tech" exposée à la concurrence qui fonctionne assez largement avec des garanties publiques et d'un autre côté une économie avec des personnes en dessous du niveau bac. Vous avez là un défi colossal, y compris pour éviter une ségrégation dans l'espace dont les coûts à moyen et long termes risquent de retomber sur vos secteurs les plus compétitifs.

Ce problème ne se pose pas uniquement ici, il renvoie à l'économie duale ou à la société duale : d'un côté des personnes très qualifiées à hauts revenus et d'un autre côté des personnes moins diplômées mais dont les revenus sont faibles. Et il faut ajouter une troisième catégorie de personnes, celles qui n'ont pas d'emploi et qui, avec des revenus de transfert, vivent parfois mieux que celles qui sont au SMIC.

Louis Germain

Conseiller du Grand Toulouse, élu de Colomiers

Par rapport à la concurrence internationale, je crois qu'il ne faut pas trop s'alarmer. Il y a 30 ans de ça les Japonais s'étaient mis en tête de fabriquer des avions commerciaux et ils n'y sont jamais arrivés parce qu'ils ont eu des stratégies industrielles qui n'ont pas permis de rendre l'industrie aéronautique durable dans leur pays.

L'attractivité du territoire est, de mon point de vue, durable en aéronautique, parce qu'on a atteint une certaine taille critique. Il est vrai qu'on a pu avoir des craintes quand la chaîne de l'A380 était en question mais une forte mobilisation combinée à des efforts d'aménagement du territoire ont permis de l'emporter. Il y a une réelle dynamique au niveau des emplois indirects : en ce moment, un emploi créé dans l'industrie crée au moins cinq emplois indirects., Airbus sous-traite par exemple à peu près 40 % de ses heures productives de bureau d'études. Cela a permis aux sous-traitants d'acquérir un niveau tel qu'ils sont devenus à leur tour majeur, à l'exemple de Latécoère qui est aujourd'hui un fournisseur de Boeing. Il est pour moi incontestable que l'industrie aéronautique participe, et de façon durable, à l'attractivité du territoire.

François-Régis Valette

Une question est récurrente, c'est la fragilité d'un territoire bâti sur une industrie dominante (l'aérospatial), et ce, d'autant plus aujourd'hui avec la quasi-disparition de l'industrie chimique. Je suis de ceux qui pensent qu'il y a là un risque fort.

Nous avons un effort très important à faire pour diversifier nos activités industrielles comme tertiaires. Il y a des niches à exploiter sur le plan mondial, certaines PME de 30 ou 40 ingénieurs se sont ainsi créées autour d'établissements comme le CNES. D'autres opportunités existent dans le domaine de la santé, des biotechnologies, des agro-ressources etc... autant de domaines où cette aire urbaine possède des atouts que nous devons inscrire parmi les priorités de développement économique futur.

Roger Metellus

Président de la Fédération des Promoteurs Constructeurs Midi-Pyrénées

Je pense que l'avantage de notre agglomération dans le combat avec les métropoles européennes sera dans notre capacité à proposer une qualité de vie, une qualité des villes, des paysages, des logements... pour que les cadres européens soient en situation de choisir Toulouse. Ce sont des éléments d'attractivité sur lesquels nous devons travailler et qui ne dépendent que de nous.

Cela m'amène à la question de l'industrie du bâtiment qui, c'est une réalité, manque de bras. Nous ne pouvons pas dans cette agglomération faire les aménagements et produire les logements dont nous avons besoin car nous sommes en déficit permanent de main d'œuvre. Il faut voir les choses de façon optimiste, car nous avons la dynamique du territoire, les hommes, l'intelligence administrative... il faut aujourd'hui utiliser ces potentialités pour former la main d'œuvre...

Jean-Claude Flamant
Vice-Président du Conseil de Développement
de l'Agglomération Toulousaine

Il faut apporter des précisions sur la prétendue mono-production de notre système industriel. Les chiffres montrent très clairement qu'il n'y a pas qu'une activité de production d'avions ou de satellites sur l'aire urbaine. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que l'investissement qui est réalisé en termes d'innovation, sur le plan économique et financier, est fait principalement sur cette activité. Il y a aussi une forte mobilisation des élus et de l'Etat sur ce domaine, on l'a vu avec l'A380, et ça a été positif.

Des raisons historiques expliquent pourquoi les grands groupes de biotechnologies sont plutôt sur Rhône-Alpes, et les grands groupes de l'agroalimentaire sont sur le Nord-Pas-de-Calais. Et cette réalité là n'est pas facile à faire bouger. Pourtant, nous avons le deuxième pôle de compétence Toulouse Agri-Campus, le plus complet avec Paris (Ecole vétérinaire, école agronomique, INRA, INSA, Université). Est-ce que ce pôle est susceptible de faciliter la création d'emplois et notamment la création d'entreprises ? Beaucoup d'étudiants ont cette volonté. La question se situe ailleurs : la mobilisation politique, économique, financière pour l'innovation est faible dans différents domaines par rapport à l'énergie déployée pour avoir l'A380, pour avoir Galiléo, pour avoir le siège d'Air France également. Comment aujourd'hui trouver les capitaux pour investir dans de nouvelles entreprises start-up ?

« Nous avons un effort considérable à faire pour diversifier nos activités industrielles comme tertiaires »

Hugues de Jouvenel

Il faut sortir d'une double lecture du verre à moitié plein et à moitié vide.

Il est vrai qu'hier on arrivait comme ouvrier chez Renault et puis au fil de l'ancienneté on passait les échelons, aujourd'hui, c'est fini, on change de monde, il faut donc être capable d'enclencher une dynamique nouvelle. De ce point de vue là deux choses me semblent importantes : Quand on parle d'innovation, il faut aller au-delà de l'innovation technologique, des sciences de l'ingénieur appliquées à l'aérospatial.

L'autre point est qu'il n'est pas vrai que les cadres ont le monopole de l'intelligence. Une entreprise se fait avec tout le personnel, du haut en bas de la hiérarchie.

Un des grands défis des années à venir pour nos territoires est de faire germer de l'initiative, que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural. Nous avons besoin de créer des synergies, de créer des processus de développement qui seront sans doute très différents des processus de développement d'une époque révolue où l'on était sur des rails.

Pour cela, il faut sans doute éliminer deux leurres :

- le premier est de vouloir rentrer en compétition avec les Chinois dont les salaires sont 40 fois inférieurs aux nôtres ;
- l'autre est le mythe de l'économie résidentielle qui met en avant la qualité de vie dans nos campagnes pour "récupérer" les personnes âgées fortunées et dynamiser certains territoires. Or cette économie résidentielle renvoie à la question de la solvabilité de la demande, on sait que le pouvoir d'achat des retraités a déjà baissé.

Vous avez la chance d'avoir une ville et un territoire, y compris ses espaces ruraux, qui comportent un certain nombre de potentialités. Certains secteurs économiques ont joué un rôle locomotive, il ne faut pas les oublier mais sans doute faut-il enclencher des processus de renouvellement du système productif dans des secteurs qui restent à trouver en fonction des atouts particuliers de votre territoire.

Atelier 2

Les ressources : eau, air, sol, énergie

Ressources, énergie et climat

Véronique Lamblin

Cette présentation porte sur les enjeux planétaires (et leurs déclinaisons locales) en matière d'énergie et d'effet de serre, les deux thématiques étant étroitement liées. Ainsi, aujourd'hui dans le monde, en ordre de grandeur, l'énergie est à 80 % issue de combustibles fossiles, combustibles qui sont responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre.

La France se distingue dans ce paysage mondial puisque les combustibles fossiles ne représentent que 53 % de la consommation en énergie primaire, particularité liée au développement du parc nucléaire mais aussi de la grande hydraulique.

La question de l'énergie

Demande d'énergie : tendances lourdes

Toutes les prévisions à l'horizon de 20 ans prévoient un accroissement de la demande d'énergie à l'échelle du monde, même si la question de son évaluation n'est pas tranchée. Il s'explique par une augmentation démographique notamment dans les pays du Sud, et par le développement des pays émergents en particulier la Chine. Il s'explique aussi par les fortes inerties de la production énergétique. On ne change pas le mode de production du jour au lendemain, une décroissance de la demande de combustibles fossiles, ne peut être envisagée que sur le temps long.

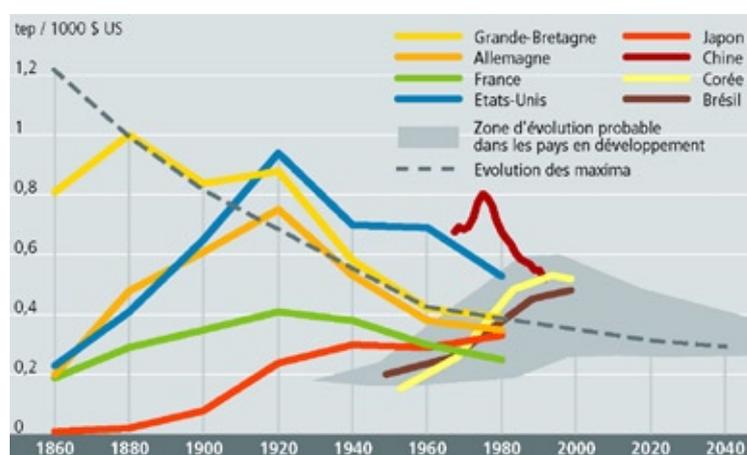
La seconde tendance majeure dans le domaine de la demande en énergie est la forte polarisation de la demande dans les secteurs de l'électricité et du transport. Ces deux domaines font augmenter la demande d'énergie depuis 20 ans dans le monde, comme en France.

Enfin, le troisième élément est que nous allons avoir une dépendance accrue de l'OCDE vis à vis du Moyen-Orient en ce qui concerne le gaz et le pétrole car pour l'Europe, les réserves de la mer du Nord sont en déclin.

Ces tendances lourdes s'accompagnent aussi d'un élément positif qui est l'amélioration continue, au cours de l'histoire, de l'efficacité énergétique.

Les pays se sont tous développés d'abord en augmentant leur demande énergétique par unité de richesse produite puis, arrivés à un certain stade de développement industriel, cette demande par unité de richesse décroît. On assiste ainsi à un découplage entre le besoin énergétique et la richesse produite, la consommation nécessaire pour produire davantage de richesse allant en diminuant. Aujourd'hui, les nouveaux pays qui se développent, le font dans cette sphère d'efficacité énergétique, ils ne vont pas utiliser les technologies d'il y a un siècle, mais les technologies de leur époque.

Evolution des intensités énergétiques de 1860 à 2000

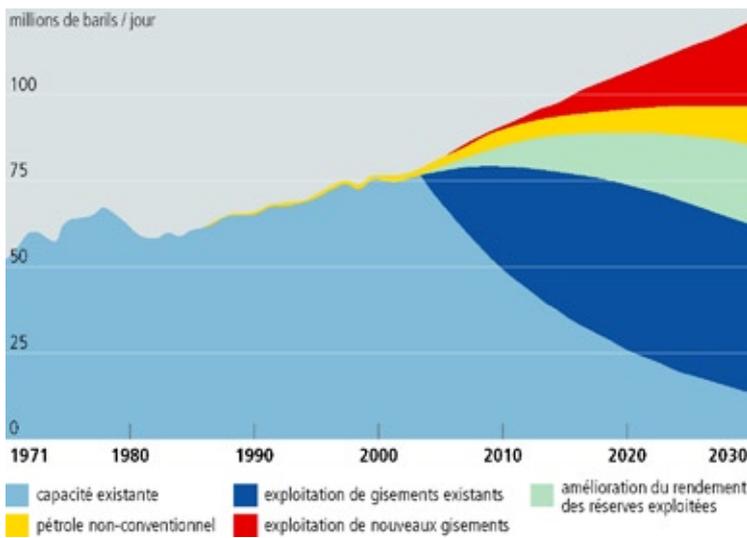


Source : B. Dessus, J.M. Martin

L'offre énergétique : des incertitudes majeures

L'AIE (agence internationale de l'énergie) qui est en quelque sorte la "voix officielle" a, jusqu'à présent, tenu un discours optimiste. Selon elle, il y a, dans le sous sol, de quoi couvrir nos besoins, même si elle reconnaît qu'à l'horizon 2010, la moitié du pétrole que nous consommons n'est pas encore exploité et donc qu'il faudra faire des investissements particulièrement importants (cf. graphique) : pour améliorer le rendement des réserves exploitées (partie verte), pour utiliser des pétroles non conventionnels (partie jaune), et pour découvrir de nouveaux gisements (partie rouge).

La production mondiale de pétrole selon sa source



D'autres voix moins optimistes s'expriment, essentiellement représentées par des retraités de l'industrie pétrolière libérés de leur devoir de réserve, pour qui le problème est réel. Ils rappellent que les réserves de pétrole appartenant aux états, les chiffres officiels annoncés sont peu fiables car ce sont des données politiques, éminemment stratégiques et confidentielles. Ces experts nous disent aussi depuis la fin des années 90, que nous pourrions avoir un "peak oil", c'est à dire un moment où la demande excèdera l'offre disponible, à un horizon de 10 ou 20 ans si la production persiste à croître au rythme tendanciel de ces dernières années. Cela ne signifie pas qu'il n'y

aura plus de pétrole, il y aura probablement toujours du pétrole en 2075, ou en 2100 mais on risque d'atteindre un maxima technique de production bien avant. Aujourd'hui, les taux de récupération sont en moyenne de 35% à 40% mais varient d'un puit à l'autre, en fonction de la géologie, entre 3% et 80%. Ils soulignent aussi les limites de la production à partir de pétroles non conventionnels, qui, ayant déjà commencé, montre qu'il faut souvent chauffer les huiles lourdes pour les transformer en carburant, ce qui génère une consommation d'énergie à l'extraction et contribue à l'émission de polluants.

Au delà des inquiétudes de ces experts, il faut noter que si le "peak oil" a fait la une des journaux depuis deux ans c'est qu'un pétrolier, Total, a reconnu lui aussi ce risque qu'il situe à une échéance de 25 ans environ.

Donc, en dehors de l'AIE, le déclin de la production est envisagé par nombre d'experts entre 2010 et 2030, mais en considérant une croissance continue et non contrainte de la demande (ce qui n'a rien d'évident compte tenu du fait que la hausse des prix est à elle seule une contrainte sur la demande mondiale).

Enfin tous les experts, l'AIE compris, reconnaissent que la dépendance du monde vis-à-vis du Moyen-Orient va être accrue à un horizon de 20 ans et que le pétrole sera plus cher, que ce soit à cause des investissements nécessaires, des risques géopolitiques ou pour une raison plus structurelle d'atteinte du maxima de production puis de l'inexorable déplétion des puits de pétrole.

Si l'horizon des difficultés majeures se situe entre 2010 et 2030 pour la production de pétrole, pour le gaz, le risque du maxima de production est, pour les plus pessimistes, à l'horizon 2030 et pour le charbon, qui est la réserve fossile la plus importante, à un horizon 2050, toujours dans l'hypothèse la plus pessimiste. Les réserves d'uranium pourraient aussi être concernées à un horizon de 30 à 70 ans, selon les scénarios de développement ou non de l'énergie nucléaire (avec les technologies actuelles). En effet, le seul moyen d'augmenter considérablement les réserves d'uranium serait de passer à la surgénération, technique qui n'est pas encore au point et dont on n'attend pas le développement industriel avant 2040 (la génération IV), donc un horizon relativement lointain par rapport aux enjeux possibles sur les hydrocarbures.

Malgré ces éléments, il ne faut pas être trop pessimiste en ce qui concerne la consommation d'énergie, surtout si l'on se tourne vers le passé.

Il faut rappeler ainsi, que la consommation d'énergie, en particulier de gaz et de pétrole, n'est vraiment importante que depuis une cinquantaine d'années. Donc, malgré les enjeux ou les risques qui sont devant nous, nous avons probablement quelques décennies pour réagir et nous adapter. D'autre part, nous avons l'expérience des chocs pétroliers de 1973 et de 1979 où le pétrole est monté à un prix supérieur à celui qu'il a atteint en 2005, c'est à dire 80 dollars le baril. Cela a abouti à une baisse de la consommation mondiale de près de 10 %, consommation qui a ensuite mis plus de 15 ans à revenir à son niveau d'avant les années 70. Le monde (ou plus précisément les pays de l'OCDE) a donc été capable de s'adapter et de réduire de façon assez conséquente sa consommation pétrolière. Les solutions ont été de diversifier considérablement nos sources d'énergie : passage assez massif du pétrole au gaz pour les centrales thermiques, lancement de programmes nucléaires en France et dans d'autres pays.

Des enjeux mondiaux considérables

Dépendance énergétique

L'accroissement de la dépendance énergétique des pays riches, de l'Europe, des Etats Unis mais aussi de la Chine, va créer des risques et des enjeux géopolitiques majeurs, et jouent déjà un rôle important dans les relations entre les grands pôles mondiaux.

La question du transport

Si en ce qui concerne le chauffage ou la production électrique il existe des solutions alternatives, le transport et en particulier le transport routier, pose un problème spécifique parce qu'il est complètement dépendant du pétrole. Il existe aujourd'hui une réponse partielle, avec les véhicules dont nous disposons, autour des bio-carburants. Cependant, compte tenu du rendement à l'hectare des bio-carburants produits essentiellement avec les graines des plantes, il y a un risque de conflit d'usage avec les autres cultures. L'espoir est d'arriver d'ici 5 à 15 ans à faire des bio-carburants avec la partie

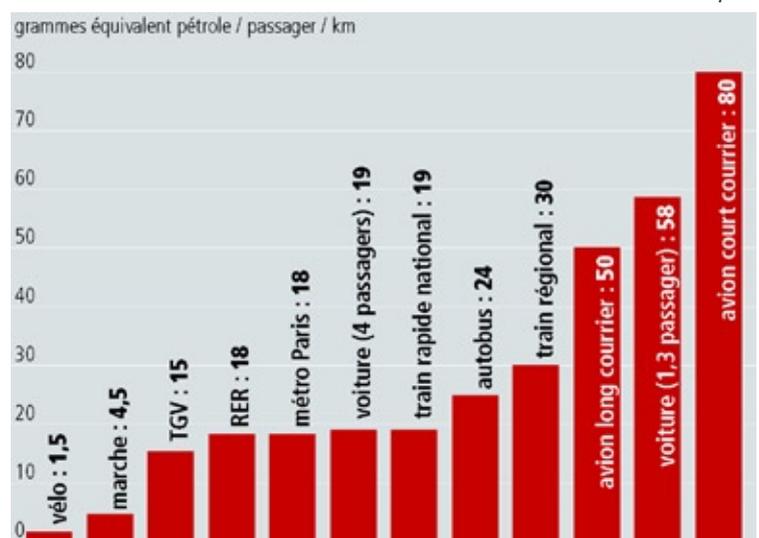
fibreuse des plantes, ce qui permettraient d'accroître la productivité, d'utiliser une part de la biomasse considérée aujourd'hui comme déchet, et de mobiliser une quantité de sol relativement limitée. Cependant, même avec cette technique la réponse des biocarburants risque d'être très partielle : le potentiel des biocarburants de seconde génération est évalué en France et en Europe à 30-35% des carburants pétroliers consommés aujourd'hui (mais à plus de 60% si la consommation unitaire de nos véhicules était divisée par deux et si la mobilité n'augmentait plus...).

Le prix du pétrole

Le pétrole, comme les matières premières, s'échange dans le monde avec des dollars. Un accroissement important de son prix a donc des conséquences pour le développement des pays émergents et du tiers monde en général dont la monnaie n'est pas une devise et qui doivent donc "acheter" des dollars par des exportations.

La France, pour sa part, est relativement peu sensible au prix du carburant parce qu'il est essentiellement construit sur des taxes (70-80 % de taxes) qui jouent un rôle d'amortisseur. On peut cependant s'interroger sur le prix limite acceptable, en particulier pour les ménages modestes qui se sont installés en milieu péri-urbain parce que le coût foncier et le coût de l'habitat

Consommation équivalent pétrole des différents modes de transport



Tiré de l'ouvrage de J.L. Wingert "La vie après le pétrole", 2005.

Source : ADEME, SNCF, INRETS, Jancovici

y étaient moins cher. Pour ces ménages là, le coût de la mobilité, de l'usage de la voiture, risque de devenir problématique.

Si l'on regarde la dépendance des différents modes de transport, à l'énergie consommée (gramme équivalent pétrole par passager au kilomètre), le mode le plus consommateur est l'avion court courrier. Vient ensuite la voiture si l'on considère son taux de remplissage moyen qui est actuellement de 1.3 passagers. Avec ce taux de remplissage, l'équivalent pétrole par passager au km est plus important qu'un avion long courrier. Viennent ensuite le train, l'autobus, puis la voiture, quand quatre passagers l'occupent. Cet élément montre que la consommation des différents modes de transport est aussi fonction du taux de remplissage et qu'il ne faut pas nécessairement raisonner en favorisant un mode de transport au détriment d'un autre, mais qu'il existe d'autres approches et sources d'économies possibles.



Les problématiques énergétiques nous emmènent assez directement sur l'effet de serre puisqu'il est essentiellement lié à la consommation de combustibles fossiles

L'effet de serre

Un phénomène naturel renforcé par les émissions humaines

Les problématiques énergétiques nous emmènent assez directement sur l'effet de serre puisqu'il est essentiellement lié à la consommation de combustibles fossiles. L'effet de serre est un phénomène naturel sans lequel la terre serait beaucoup plus froide et beaucoup moins agréable à vivre qu'aujourd'hui, mais qui a été renforcé depuis un siècle par les émissions humaines, par l'industrialisation, par la combustion des combustibles fossiles. La réelle prise de conscience des impacts de l'effet de serre ne date que des années 70. A l'échelle mondiale la température moyenne de la terre a augmenté de 0.6°C en un siècle et la décennie 90 a été ainsi la plus chaude du siècle. Ce réchauffement a été plus important à l'échelle de l'Europe puisque la température moyenne y a augmenté d'un degré sur un siècle. Cette augmentation, qui a surtout concerné le nord-est de la Russie et la péninsule ibérique, s'est accompagnée d'un régime de pluie plus contrasté entre le nord davantage pluvieux et le sud beaucoup plus sec. En France le réchauffement a ainsi été beaucoup plus marqué dans le sud que dans le nord.

L'absorption des gaz à effet de serre (du stock déjà dans l'atmosphère) par la biosphère a une inertie importante, les experts raisonnent donc à horizon 2100 sur ce sujet. A cet échéance, le monde risque de se réchauffer en température moyenne, entre 1.4 et 5.8°C et de connaître, avec une quasi certitude, des phénomènes climatiques extrêmes : des pluies diluviennes, des sécheresses... Pour l'Europe qui s'est déjà un peu plus réchauffée que la moyenne, l'agence européenne de l'environnement estime le réchauffement à l'horizon d'un siècle entre 2°C et 6.3°C.

L'écart important dans les fourchettes données vient de deux éléments. Il y a des incertitudes biophysiques, des modélisations encore imparfaites. Il y a aussi l'impact que peut avoir la mise en œuvre de politiques pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif aujourd'hui affiché (sans être officiel ou ratifié dans un accord), au moins en Europe, de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre au niveau de la planète pour tenter

de contenir le réchauffement à un maxima de 2°C est de ce point de vue très important. Les scientifiques estiment que si le réchauffement climatique n'excède pas 2°C, la productivité agricole mondiale devrait globalement permettre de nourrir à peu près la planète. Or diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre pour le monde, cela signifie diviser par quatre les émissions des pays riches parce qu'ils sont à la fois plus riches et beaucoup plus émetteurs, et qu'il faut bien laisser une marge pour que les pays émergents puissent se développer. Cet objectif est un enjeu à 50 ans et les mesures prises aujourd'hui pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ne feront sentir leurs effets que dans quelques décennies.

Des évolutions récentes plutôt encourageantes en Europe

Les émissions de gaz à effet de serre en Europe ont globalement diminué ces trente dernières années, ce qui n'est pas le cas du reste du monde. En France elles ont diminué de 20% : ceci est lié aux chocs pétroliers et au changement énergétique (utilisation plus importante du gaz pour la production électrique, développement du nucléaire) mais aussi aux changements économiques et à la meilleure efficacité énergétique.

Nous sommes donc déjà sur une tendance longue relativement vertueuse. A l'horizon 2070, 2100, les modélisations de Météo France reposent sur deux scénarios optimistes et peu contrastés. L'un prévoit une augmentation de température entre 3 et 3.5°C tandis que l'autre, qui repose sur l'hypothèse d'une plus grande maîtrise des émissions, prévoit que l'augmentation ne sera pas de plus de 2 à 2.5°C. Dans ces deux cas les modélisations indiquent une augmentation des épisodes de très fortes chaleurs en particulier l'été et des pluies intenses dans les périodes hivernales. Il faut savoir qu'une variation d'un degré, ce que nous avons vécu sur un siècle, correspond à un déplacement en latitude d'environ 200 km, ce qui est important pour l'agriculture.

Ce changement climatique va avoir des incidences sur la ressource en eau durant les mois d'été avec une diminution du débit d'étiage sur les trois bassins

français dont celui d'Adour-Garonne. Cette diminution du débit peut être amplifiée par les activités humaines : ainsi, de fortes précipitations en hiver sur des zones très urbanisées peuvent créer des inondations comme ce fut le cas à Nîmes en 1998. Il y a aussi un risque sur les ressources en eau l'été en période de sécheresse quand les réserves sont appauvries.

Le changement climatique a bien sûr un impact sur l'agriculture. Le gaz carbonique favorise la croissance des plantes ce qui laisse espérer, dans le nord de la France, une augmentation de la croissance de près de 20% qui devrait s'accompagner d'un allongement de la saison de végétation, puisque les périodes de gel devraient se réduire. Au sud, ce bénéfice serait largement obéré par la sécheresse. Il ne faut toutefois pas négliger l'adaptation des espèces cultivées ou les possibilités de changement en cultivant dans le sud de la France des variétés issues d'Espagne par exemple.

Les thèmes de l'énergie et des gaz à effet de serre touchent quasiment tous les aspects de la vie en société : les conséquences sont, non seulement sur l'agriculture, l'habitat, l'urbanisme et les déplacements, mais aussi sur la santé, avec les effets de la chaleur, le déplacement des maladies et sur l'économie, domaine sur lequel les incertitudes sont encore plus nombreuses tant les paramètres à prendre en compte, dont le comportement des "acteurs", sont complexes.

Les thèmes de l'énergie et des gaz à effet de serre touchent quasiment tous les aspects de la vie en société : les conséquences sont, non seulement sur l'agriculture, l'habitat, l'urbanisme et les déplacements, mais aussi sur la santé

Atelier 2 ÉLÉMENTS DU DÉBAT

QUESTIONS SOUMISES AU DÉBAT

- **Tous les moyens sont-ils mis en oeuvre pour éviter une surconsommation des ressources ?**
- **Quelles conséquences sociales, économiques et écologiques pour l'aire urbaine si les ressources ne sont plus exploitables ?**
- **La mise à disposition des ressources est-elle assurée pour tous de manière équitable ?**
- **Les rejets dans les milieux (air, eau, sol) sont-ils maîtrisés afin de limiter les pollutions ?**

« Chaque prise de décision dans notre agglomération devrait être passée au crible du développement durable »

Stéphane Coppey

Conseiller du Grand Toulouse, Élu de Balma

C'est un tableau général qui vient de nous être brossé au niveau mondial et au niveau européen. Ce qui est intéressant, je crois, c'est d'en voir les conséquences pour notre territoire et d'envisager les mesures à prendre pour éviter de nous inscrire dans des scénarios catastrophes.

Nous sommes dans une agglomération qui a cette particularité d'être en fort développement et d'accueillir aujourd'hui 15 à 16 000 habitants supplémentaires par an. L'enjeu est de faire en sorte que ce développement ne vienne pas amplifier les phénomènes qui nous ont été décrits. Il y a des exemples à l'étranger où l'on a fait des quartiers d'habitation qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment, où l'eau de pluie est récupérée et l'eau potable n'est utilisée que pour les seuls usages où elle est nécessaire. Chaque prise de décision dans notre agglomération devrait être passée au crible du développement durable et notamment celles concernant la consommation des ressources.

Je pense enfin, que la seule efficacité énergétique n'est pas suffisante, mais qu'il faut réfléchir aux trois niveaux que sont : la sobriété énergétique (pour un même besoin, il y a une façon de faire qui peut être différente), l'efficacité, et le développement des énergies renouvelables. Certains experts ont développé un scénario intéressant autour de ces trois points dit "scénario de négawatt".

Jean-Marc Mesquida

Directeur de l'AUAT

Le développement des agro-ressources soulève la question du risque de pénurie de foncier agricole. Ne faut-il pas aujourd'hui clairement en prendre acte et faire en sorte de protéger ce capital foncier agricole dont nous aurons certainement besoin dans les années à venir ? Notre aire urbaine est par ailleurs confrontée au problème de la lutte contre l'étalement, à la maîtrise de l'urbanisation. Nous sommes sur une dualité entre deux modèles : modèle extensif par la dispersion ou modèle intensif par la densification. Quelle appréciation portez-vous sur ces deux modèles ?

Véronique Lamblin

Effectivement le modèle intensif est plus économe en ressources que le modèle extensif parce que plus économe en déplacement, en énergie, en entretien des réseaux... La question est de savoir jusqu'où développer l'intensif ou maîtriser l'extensif. Il ne faut pas non plus tomber dans l'excès et vouloir mettre tout le monde dans des tours de vingt étages, je ne suis pas sûr que cela serait un bon modèle.

Annette Laigneau

Conseillère du Grand Toulouse, élue de Toulouse

Nous avons élaboré une charte au niveau de l'aire urbaine qui, me semble-t-il, apporte des réponses en proposant une densification du pôle urbain et des pôles périphériques dans lesquels on retrouvera une mixité de fonctions (emplois, services et habitat...) et un développement des villes moyennes.

Cela devrait éviter qu'il y ait une dispersion de l'habitat, une consommation excessive des sols... ce qui peut répondre, en partie, à nos préoccupations environnementales. Il faudrait toutefois peut-être aller plus loin en matière d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables.

« En ce qui concerne l'efficacité énergétique, la réponse n'est pas simplement technologique et organisationnelle, elle est aussi culturelle »

Marc Stoupy

DIREN Midi-Pyrénées

Nous avons, également fait un travail collectif avec la charte pour l'environnement du Grand Toulouse. C'est une bonne feuille de route qu'il faut maintenant mettre en œuvre.

Aujourd'hui au niveau de l'Etat, dans le pôle environnement, nous réfléchissons à la façon dont les grilles d'analyses des différentes administrations pourraient comporter ce qu'on appelle "l'éco-conditionnalité". Cela pourrait être, par exemple, de travailler à la modification des cahiers des charges des appels d'offres pour les bâtiments qui bénéficient de fonds publics.

Jean-Marie Fraysse

Délégué régional de l'ADEME

Vous disiez que l'Europe a baissé de 20% ses émissions de gaz à effet de serre sur les trente dernières années. Les chiffres sur Midi-Pyrénées que vient de sortir l'observatoire de l'énergie sont moins encourageants, ils montrent que les émissions de gaz à effet de serre y ont augmenté de 8% sur les dix dernières années. Pour ma part j'émetts de grandes réserves sur l'objectif qui consiste à vouloir diviser par deux ces émissions dans les temps qui ont été indiqués.

En ce qui concerne l'efficacité énergétique, je voudrais compléter le propos car il me semble que la réponse n'est pas simplement technologique et organisationnelle, elle est aussi culturelle et concerne les sciences dites "molles". Nous sommes par exemple toujours prêts à construire de nouvelles routes, mais beaucoup plus réservés quand il s'agit de créer des transports urbains en site propre, ou faire comme en Grèce, une autoroute Corinthe-Athènes associée à deux voies ferrées dans la bande de séparation avec une gare voyageur à chaque échangeur. Or, il est pour moi évident que le bus le plus mal réglé polluera toujours beaucoup moins que 25 voitures.

Thierry Bertrand
Chambre d'agriculture de la Haute Garonne

Parmi les problématiques de l'aire urbaine, il faut parler de l'eau qui est un problème crucial sur lequel effectivement il faut arriver à débattre car source de conflits entre le monde agricole, le monde industriel, les usagers de l'eau, les collectivités locales.

Michel Bouchaud
Agence de l'Eau Adour-Garonne

Dans le bassin Adour-Garonne et principalement sur le versant pyrénéen, où la plupart des rivières prennent leur source, une augmentation moyenne des températures l'hiver de deux degrés (moyenne mensuelle) et l'été de quatre degrés va avoir d'importantes conséquences. Les impacts portent surtout sur l'enneigement : les spécialistes prévoient en effet 50% de hauteur de neige en moins et une période d'enneigement réduite. Cela va avoir des effets importants sur l'étiage, car nous sommes ici en régime quasi nival, le débit de la Garonne à Toulouse est soutenu par la fonte des neiges jusqu'à mi-juillet, période à laquelle commencent les soutiens d'étiage en déstockant de l'eau. Mais si la fonte des neiges est réduite à l'avenir, on va avoir des étiages très précoces et encore plus accentués qu'aujourd'hui. La simulation est de l'ordre de -10% .

D'un autre côté, le fait qu'il pleuve davantage l'hiver peut aider les nappes phréatiques à bien se remplir et permettre un stockage important d'eau l'hiver qui sera utilisable l'été. La question est de savoir si ces deux phénomènes vont s'équilibrer.

L'agence accompagne les collectivités comme le SMEAG, par exemple, qui mène une politique de soutien à l'étiage de la Garonne par des déstockages

en passant des conventions avec EDF qui a des réserves importantes dans les Pyrénées. Cela fait plusieurs années que ce système est en place mais il ne répond pas vraiment à tous les besoins. Il y a actuellement un déficit malgré les déstockages. La première des démarches à entreprendre, prévue dans les plans de gestion de l'étiage mis en place sur l'axe Garonne, est quand même de faire des économies.

Que faudrait-il faire de plus ? Faudra-t-il créer de la ressource en eau ?

Stéphane Coppey

Il faut préciser qu'en Midi-Pyrénées l'eau est utilisée à plus de 70 % pour l'agriculture et notamment pour l'irrigation du maïs. Sans doute pourrions-nous éviter de cultiver du maïs qui nécessite d'importantes quantités d'eau aux périodes où l'on en manque.

Thierry Bertrand

Le maïs que l'on produit entre dans une économie régionale voire internationale puisque pour l'essentiel, il part en Catalogne. Or les Américains et les Sud-américains ne nous attendent pas, ils déforêtent et plantent du maïs (y compris OGM) pour répondre à la demande, notamment de la Catalogne. Donc il faut aussi savoir ce que l'on veut sur le plan de l'économie locale.

De plus, aujourd'hui nous pilotons l'irrigation avec des outils assez fins qui nous permettent de savoir quels sont les besoins d'eau de la plante. Aujourd'hui, un kg de maïs ne consomme plus 600 litres d'eau comme cela se disait à une époque mais 60 litres. C'est peut être encore beaucoup mais on est loin de ce qui peut être annoncé parfois dans les journaux.

Jean-Claude Flamant
Vice-Président du Conseil de Développement
de l'Agglomération Toulousaine

Au regard des échéances du "peak oil" ou des changements climatiques qui, selon les cas, nous sont annoncés à 15 ans, 30 ans, 50 ans ou un siècle, on peut se demander comment les décisions publiques peuvent agir. Quel doit être l'argument en direction de ceux qui pensent que cela ne nous concerne pas et que les générations futures aviseront dans 50 ans... ?

Les études des sociologues montrent que l'une des grandes questions qui se pose, est de parvenir à faire se rejoindre les choix individuels de court terme qui sont fonction de contraintes personnelles, de la nécessité de déplacement (on n'a pas choisi le lieu où l'on habite, ni celui où on travaille...) et les grandes questions environnementales. C'est vraiment un débat de société y compris pour le monde agricole qui doit par exemple intégrer le respect des normes environnementales et qui s'y engage même fortement. Mais il faut comprendre qu'un agriculteur s'y engagera d'autant mieux si nous pouvons lui montrer qu'il y a une convergence entre l'intérêt général et ses intérêts particuliers.

La charte InterSCoT, élaborée par les élus, est une avancée extrêmement importante mais nous n'en voyons pas encore les instruments opérationnels. Il faut maintenant travailler sur la traduction concrète de cette charte, ses instruments de mise en œuvre.

*Une des grandes questions
qui se pose, est de parvenir
à faire se rejoindre les choix
individuels de court terme qui
sont fonction de contraintes
personnelles et les grandes
questions environnementales*

Atelier 3

Lieux, modes de vie et d'habiter

Valeurs, comportements et modes de vie

Hugues de Jovenel

Evolutions des valeurs

Les valeurs sont les ressorts profonds de nos préférences, il ne faut pas les confondre avec nos opinions qui n'ont qu'un lien indirect avec les modes de vie.

En effet, les modes de vie, les comportements (qui se déclinent par exemple en termes de comportement familial, en termes de logement ...) résultent de compromis qu'effectuent les individus au fil du temps entre, d'un côté ce à quoi ils aspirent, leurs valeurs, et de l'autre côté, le contexte économique et social dans lequel ils baignent et qui leur oppose des contraintes ou leur offre des opportunités pour satisfaire ces aspirations. Un individu va donc éprouver un degré plus ou moins important de satisfaction ou d'insatisfaction vis-à-vis de la vie qu'il mène. En caricaturant le propos, s'il est tout seul à être frustré, il va être amené à réviser à minima ses demandes sociales, voire ses valeurs. Si les individus sont nombreux à être frustrés, ils vont pouvoir créer des coalitions pour exercer une pression sur leur environnement économique et social et essayer de le faire évoluer.

On ne peut donc pas déduire les valeurs des individus à partir de la seule observation de leurs comportements, et ce sont des enquêtes très lourdes¹ effectuées tous les dix ans, qui nous permettent aujourd'hui d'appréhender l'évolution des valeurs dans les pays européens.

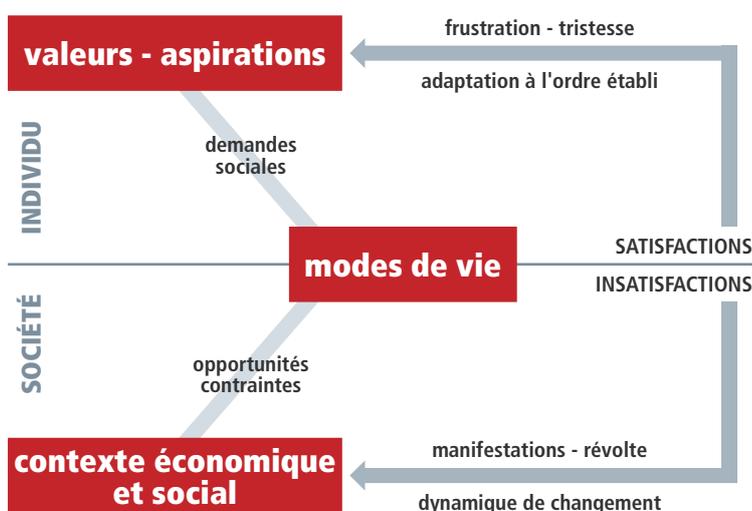
Deux points ressortent de ces enquêtes. Le premier est qu'il y a une très grande permanence des valeurs. Celles-ci se renouvellent essentiellement au travers du renouvellement des générations : les jeunes générations sont porteuses de valeurs qu'elles vont conserver au fil de leur vie et qui, mieux encore, vont déteindre sur leurs parents. Il ne faut pas confondre ces effets générationnels avec les effets d'âge (« à 16 ans j'aime bien et à 20 ans je n'aime plus ») ou les effets de période (« je vis dans une période déterminée qui m'offre plus ou moins d'opportunités ou de contraintes »).

Le second point concerne la distinction entre les pays de tradition protestante et les pays de tradition catholique : c'est un des éléments déterminants dans la compréhension des valeurs en Europe.

Dans le registre des valeurs, deux choses sont très marquantes aujourd'hui en France. D'une part, partout dans le monde, l'avenir est synonyme d'angoisse mais également d'espoir sauf en Europe et plus encore en France où il est essentiellement synonyme d'angoisse. D'autre part, la France est, de tous les pays industrialisés, celui où les indices de défiance sont les plus élevés : spontanément, un Français regarde son voisin avec défiance. Pour continuer à faire société, nous sommes donc face à un défi culturel tout à fait colossal, celui de réussir à recréer un minimum de confiance vis-à-vis de l'avenir et entre voisins.

Dans le "hit parade" des valeurs, en tête il y a la famille, ce qui n'empêche pas qu'elle soit plus précaire et diverse. En second, il y a la valeur travail (qui est même de plus en plus importante). Nos contemporains attendent beaucoup du travail : une insertion professionnelle, un revenu, des conditions de travail satisfaisantes, de l'épanouissement. Viennent ensuite les amis, les loisirs...

*Le lien entre valeurs, contexte et comportements
La problématique des modes de vie*



¹ Le système "European Values Survey" dans lequel Futuribles s'est impliqué

© Futuribles

Une société beaucoup plus complexe

Les valeurs s'expriment dans un contexte qui diffère selon les pays, selon les époques mais dont on peut dire aujourd'hui qu'il se complexifie partout.

La valeur "famille"

Dans la famille d'aujourd'hui, c'est l'amour qui tient lieu de serment. Cette famille n'a donc plus rien à voir avec celle fondée davantage sur des valeurs morales.

D'une manière générale, bien qu'il y ait des différences énormes, la mise en couple est plus tardive, les familles se recomposent ou se décomposent (les deux sont vraies) et de plus en plus de ménages ne vivent ensemble qu'à temps partiel.

Ces évolutions ont des conséquences sur le besoin en logement : une même famille peut impliquer par exemple deux logements, l'un où on est célibataire durant la semaine et un second pour être ensemble le week-end, le cas échéant avec une famille recomposée.

Ces évolutions se confrontent aussi aux temporalités des politiques publiques d'urbanisme et du logement qui sont sur le temps long (le tracé d'une route par exemple structure le territoire pour des siècles voire des millénaires- cf. la prévalence des voies romaines sur nos territoires). Nos modes de vie sont aujourd'hui sur une autre temporalité : un jeune de 22 ans, qui se met en couple et veut éventuellement acquérir un logement va devoir emprunter sur 30 ans mais aura-t-il envie de vivre pendant 30 ans avec sa compagne ? D'autant qu'auparavant, on se mariait à 20 ans avec une espérance de vie de 50 ans. Aujourd'hui, se mettre en couple à 18 ans alors qu'on a une espérance de vie de 80 ans, c'est autre chose !

La famille peut aussi être le lieu de tensions importantes en raison d'inégalités colossales entre générations. Aujourd'hui, les personnes âgées, qui détiennent le patrimoine, aident les enfants et petits-enfants par des transferts privés descendants qu'on estime à 150 milliards de francs. Dans le même temps, les actifs financent les retraites des personnes âgées par des flux publics ascendants dont le poids est de l'ordre de 1200

milliards de francs. Le jour où ces flux des adultes vers les plus âgées se tariront, les flux privés descendants risquent à leur tour de se tarir.

De même, pour l'instant ce sont très largement les femmes de 60 ans qui prennent en charge la dépendance des personnes âgées (comme elles assurent aussi le chômage de leur fille et les petits-enfants à garder). Or si aujourd'hui on est en bonne santé à 60 ans, on peut, à 75, 80 ans être atteint de la maladie d'Alzheimer qui n'entraîne pas la mort et donc devoir vivre pendant 8 ou 10 ans avec cette maladie. Dans cette perspective, combien de temps ce système qui repose sur la solidarité familiale peut-il tenir ?

La valeur "travail"

Les pays européens ont tous connu une forte augmentation de la population active à partir du milieu de la décennie 60, liée au baby-boom de 1946, mais le contexte par rapport au chômage est aujourd'hui différent selon les pays. Certains, comme la Scandinavie, ou dans un modèle différent, le Royaume Uni, ont des taux d'emploi qui ont augmenté : la proportion de la population d'âge actif au travail était de 70 % en 1970 et a grimpé à 80 % en 2005.

D'autres, comme l'Allemagne ou la France, sont aujourd'hui très touchés par le chômage : le taux d'emploi qui était de 60% en 1970, s'est maintenu à ce niveau.

La France a ainsi privilégié un petit nombre "d'inclus" dont la situation s'est globalement améliorée au détriment d'un nombre croissant d'exclus dont la situation s'est plus ou moins dégradée. L'arbitrage qui a été rendu (car ce n'est pas une fatalité) fait qu'aujourd'hui le contexte français est bien différent de celui d'autres pays européens et cela joue bien sûr sur les comportements et les modes de vie.

Il faut comprendre ce qui fait l'identité d'un territoire, et comment s'emboîtent ces identités

Les choses sont même bien plus complexes. Par exemple, la Belgique qui est touchée par le chômage comme la France, ne connaît pas les mêmes phénomènes de violences urbaines. L'explication, un peu caricaturale, est que les Belges n'ont pas fait de ghetto, qu'ils n'ont pas fait de la ségrégation spatiale pour repousser dans les marges les populations déshéritées. En France des différences ont pu être constatées lors des événements de l'automne dernier entre des villes comme Marseille et Toulouse. Comment a-t-on géré l'espace et les phénomènes de stratification sociale dans ces deux villes ? Des éléments structurants ont pu entrer en ligne de compte : la pression foncière, dans cette agglomération, le prix du logement...

On voit par ces exemples qu'il est vraiment important de s'enraciner dans le terrain.

Vers l'économie du "lien"

Dans notre société, beaucoup plus hétérogène et davantage mutante, l'économie du bien qui a fait la gloire des "30 glorieuses" est en train d'être remplacée par l'économie du lien. Les choses sont cependant paradoxales : si l'évolution de la communication et de la mobilité est très souvent mise en avant, cette société de la communication est en même temps la société de l'ignorance mutuelle.

Il y a Internet dont on nous dit que cela permet à tout le monde de communiquer avec tout le monde, et qui est à la fois la plus grande encyclopédie planétaire et la plus grande poubelle planétaire. Il y a l'avion mais que seuls 8 ou 10 % de Français prennent. Il y a le portable, mais qui parle avec qui, pour dire quoi ?...

Il n'est donc pas évident que l'on ait beaucoup gagné en communication, il y a même sans doute dans nos sociétés un problème d'extraordinaire solitude.

Il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est pas ce que l'on compte, mais c'est ce qui nous est cher et ce qui nous est cher c'est le lien. Les amis, font ainsi partie des valeurs plébiscitées.

Il faut donc travailler sur ce problème du lien social, comment faire du lien social.

Là les aménageurs et urbanistes ont une responsabilité très lourde. Si l'on suit simplement les logiques financières, on ségrégue, on marginalise etc... et on a des explosions urbaines.

En conclusion, il apparaît qu'être capable de passer de ces agrégats nationaux à la question fondamentale en prospective territoriale qui est de savoir quelles sont les valeurs spécifiques d'un territoire, ce qui fonde la communauté de valeurs d'un territoire est un vrai défi. Il est très clair qu'on n'est pas ici à Toulouse dans la même situation que dans la province de Liège, au Havre, ou à Barcelone. Il faut comprendre ce qui fait l'identité d'un territoire, et comment s'embroient ces identités. Sans doute n'y a-t-il pas un périmètre parfait qui serait Midi-Pyrénées ou l'aire toulousaine, mais il y a, à différents degrés, des phénomènes de cohésion, d'autres phénomènes de dislocation, des sentiments d'appartenance. Il n'y a pas de recettes, mais il est tout à fait fondamental dans un exercice de prospective territoriale d'essayer de prendre ces éléments en compte.



Aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est pas ce que l'on compte, mais c'est ce qui nous est cher et ce qui nous est cher c'est le lien

Atelier 3 ÉLÉMENTS DU DÉBAT

QUESTIONS SOUMISES AU DÉBAT

- L'attractivité du territoire est-elle "durable" ?
- Quelle est notre capacité d'anticipation de l'évolution des comportements et modes de vie ?
- Mesure-t-on suffisamment les risques de décrochage ?
 - Rupture des territoires
 - Recherche de "l'entre-soi"
- Le projet de territoire et les politiques publiques qui l'accompagnent permettent-ils de vivre bien et ensemble ?

Au moment où nous allons être amenés à prendre des décisions pour le SCoT, il faut tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas que de déterminer des zones mais bien "d'imaginer" les modes de vie futurs

Georgette Mollier-Vogel Communauté d'agglomération de l'Albigeois

Une question me paraît essentielle, celle de savoir quels sont les critères qui font l'identité locale, et son corollaire, quelle est la bonne échelle pour définir cette identité locale ? N'y a-t-il pas un risque à vouloir définir trop finement cette identité ?

Henri Arevalo Vice-Président du Sicoval, élu de Ramonville

Un travail d'anticipation doit nous conduire à réfléchir aux accompagnements des évolutions en cours. Il faut par exemple réfléchir aux réponses à apporter en termes d'aménagement du territoire, à l'augmentation du prix du pétrole qui va, de fait, nous conduire à aller moins loin.

Roger Metellus Président de la Fédération des Promoteurs Constructeurs Midi-Pyrénées

Dans notre profession, l'anticipation doit nous aider à trouver avec les élus les moyens de produire suffisamment de foncier bien placé, à des prix diversifiés, afin d'accueillir les populations aujourd'hui en concurrence sur le marché du logement.

Pierre Cohen Conseiller du Sicoval, Député Maire de Ramonville-Saint-Agne

Les élus doivent être prudents, voire même refuser d'accompagner certaines tendances ; je pense notamment au "qui se ressemble, s'assemble". Il faut faire attention à ne pas trop se reposer sur le lien affinitaire et de ce point de vue-là, ne pas tout miser sur le travail des associations. Les espaces publics présentent par exemple un véritable intérêt car ce sont des lieux d'expression sociale et d'intégration.

Hervé Sadoul**Secrétaire Général de la Préfecture
de la Haute-Garonne**

Nous devons aussi intégrer la dynamique de développement de notre agglomération. Penser cette expansion démographique est un élément important du travail d'anticipation.

Marie-Denise Xerri**Maire de Caraman**

Au moment où nous allons être amenés à prendre des décisions pour le SCoT, il faut tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas que de déterminer des zones mais bien "d'imaginer" les modes de vie futurs et, pour cela, nous avons vraiment besoin de la prospective. Il y a par exemple une tendance que l'on observe dans nos communes plus rurales, ce sont les familles avec enfants qui veulent concilier avantages de la ville et de la campagne, y compris en matière d'emploi.

Guy Hellé**Président de l'Association des Maires
de la Haute-Garonne, Maire de Carbonne**

Dans notre agglomération, les gens vont là où le terrain est moins cher, c'est-à-dire loin. Pour une petite commune, ce qui coûte cher, ce n'est pas le terrain pour faire du logement, ce sont les écoles, les crèches, le budget du CCAS...

Fernand Bentanax**Maire de Merville**

Les communes rurales connaissent, à moindre échelle, les mêmes problématiques que les grandes agglomérations mais sont confrontées à un déficit de richesse pour y faire face. Or les élus ont le souci permanent de création du lien social et pour cela il faut mettre en place des politiques publiques d'équipements, de services, d'animation par l'intermédiaire du milieu associatif...

Hugues de Jouvenel

Nous devons absolument déverrouiller cette société et quand je parle de faire du lien, ce n'est pas uniquement en appeler aux solidarités nationales abstraites, ce n'est pas non plus se reposer sur des associations qui ne peuvent pas suppléer complètement à l'absence de solidarité. Nous devons nous donner les moyens de refaire la société "par le bas" si je puis dire, par le plus élémentaire.

Cela doit passer, à mon sens, par le développement d'activités dans les secteurs aujourd'hui spécialisés dans le logement. Il faut réinventer des lieux de vie où on puisse avoir plusieurs activités.

Nous sommes également arrivés à une ségrégation spatiale considérable qui nous fait perdre en richesse humaine, en diversité. Un des défis est de réussir à organiser le brassage. Aujourd'hui, et faute de vision d'avenir, la tendance est à ériger des murs pour se protéger du voisin. Si cette tendance se poursuit, les risques d'explosion sont réels. Nous sommes donc au défi de réussir à renouer le dialogue, je crois que l'avenir à 15 ans se joue là. Il faut réinventer la société, ré-enchanter nos communes, nos quartiers. Cela demande un effort pour que les habitants soient des citoyens et pas seulement des consommateurs, ou des allocataires, mais qu'ils soient partie prenante dans le jeu.

François Rieussec**Président du Syndical National des
Aménageurs Lotisseurs de Midi-Pyrénées**

On observe des différences dans les comportements, notamment entre les personnes qui habitent une commune depuis vingt ans - et qui ne veulent personne à côté de chez elles - et les nouveaux arrivants. Dans les opérations où nous faisons de la mixité, les accédants à la propriété en maison individuelle n'ont pas de problème à avoir pour voisins des locataires, même HLM. Par contre, dans la motivation des personnes qui achètent, la recherche de "l'entre-soi" s'exprime par celle du quartier socialement bien coté, ce qui tient essentiellement à la réputation des lieux de scolarisation.

Synthèse générale des débats

Atelier 1 / Changements socio-économiques

François-Régis VALETTE

Un premier thème est celui de l'attractivité des territoires. Celle-ci repose sur une économie locale particulièrement dynamique, dans des secteurs d'activités "nobles" et valorisants, mais également sur une qualité de vie.

A côté des arrivées relativement massives de population, de nombreux départs sont enregistrés. Sous réserve d'une analyse plus approfondie, ils sont dus pour une part à la présence sur notre territoire d'appareils de formation (enseignement supérieur, universités, grandes écoles) ; il est donc normal qu'au terme de cette période de formation les jeunes diplômés qui n'ont pas de proposition d'emploi sur notre territoire repartent. Certains d'entre eux, au cours de leur carrière, cherchent à revenir et le font ; d'autres qui ont vécu quelques années sur notre territoire en deviennent alors les ambassadeurs.

Cependant, des questions subsistent :

- Qui sont les nouveaux arrivants qui trouvent un emploi, et dans quelles proportions ?
- Que font les personnes à la fin de leur formation ? Quelles sont les possibilités et les types d'emplois offerts par notre territoire ? Qui sont ceux qui s'orientent vers la création d'entreprise ?
- Quels sont, en termes de compétences professionnelles, les emplois occupés par les personnes qui arrivent ? Quel est le niveau d'adéquation entre l'emploi et la qualification dans notre bassin d'emploi toulousain ?
- Enfin est-ce que cette attractivité du territoire, qui est indéniable aujourd'hui, demeurera ?

Un second thème est celui des compétences et de l'innovation.

L'innovation n'est pas uniquement le fait des ingénieurs, elle concerne aussi le champ des sciences humaines et sociales et notamment lorsqu'il s'agit des activités liées aux services des habitants.

Les atouts et les compétences qui existent sur notre agglomération ne sont pas suffisamment valorisés et lisibles à l'extérieur. Ils sont trop souvent occultés par l'aéronautique et l'espace. La tertiarisation de l'économie et l'industrialisation du tertiaire doivent aussi être valorisées.

Enfin, quant aux potentialités d'une économie résidentielle, il faut être prudent. Cela ne peut pas être l'unique perspective des territoires périurbains.

Atelier 2 / Les ressources : eau, air, sol, énergie

Annette Laigneau

Deux thèmes principaux ont été développés :

La production d'énergie

Au niveau mondial, le bilan à moyen terme est relativement catastrophique. Face à ces problèmes planétaires qui nous échappent en grande partie, quels sont nos moyens d'action et les conséquences sur notre territoire toulousain ? Problèmes de transport, de déplacement...?

Pour faire preuve d'optimisme dans cet univers un peu noir, il faut tout de même faire le constat que nous avons su nous adapter lors du dernier choc pétrolier.

Quelles solutions ?

- développer le biocarburant avec la mise en oeuvre d'une politique rigoureuse de protection des espaces agricoles,
- développer les transports en commun, on ne le dira jamais assez,
- observer une sobriété énergétique, de "négawatt", d'efficacité énergétique,
- développer au niveau de l'aire urbaine des énergies renouvelables autour du solaire, de l'utilisation des déchets...
- élargir notre culture en nous interrogeant en permanence sur les conséquences de nos choix pour s'inscrire dans le développement durable.

Le climat (réchauffement de la planète)

On constate la poursuite du changement climatique. Un engagement national vise à diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre. Cette perspective aura des incidences pour nous en matière de chauffage urbain, de déplacements...

Une étude de l'Agence de l'Eau montre, d'autre part, les incidences des phénomènes climatiques : des périodes de sécheresse importantes succéderont à des périodes de pluies importantes.

Les conséquences sont des conflits d'usage autour des besoins en eau avec en perspective une recherche de nouvelles ressources. Nous sommes déjà en situation de pénurie d'eau dans le département à certaines périodes de l'année. Toute la difficulté consistera justement à concilier les besoins individuels et les enjeux globaux planétaires.

Pour conclure : la charte de développement que nous avons voté s'inscrit-elle complètement dans une démarche de développement durable ?

Densification du pôle urbain, limitation de la consommation d'espace, limitation des déplacements, développement des transports urbains, mixité dans les pôles secondaires : tout cela va dans le bon sens mais, la réflexion doit se poursuivre pour définir les instruments d'action de la charte.

Atelier 3 / Lieux, modes de vie et d'habiter

Marie-Denise XERRI

La volonté de raisonner davantage en bassin de vie est un travail très présent dans nos réflexions sur le SCoT mais pose différentes questions :

- Sommes-nous sur la bonne piste au regard des évolutions de la société, de la recomposition familiale, de l'allongement de la durée de vie, mais aussi de l'entrée de plus en plus tardive dans la vie professionnelle ?
- Sommes-nous en capacité de les suivre ? Il y a des éléments sur lesquels nous pouvons influencer, des situations que nous devons accompagner, mais il y en a d'autres auxquels nous ne pouvons rien et d'autres enfin, pour lesquels nous n'avons pas à intervenir, comme, par exemple, la vie de la famille.

Les communes ne sont pas toutes à égalité pour accompagner la construction de logements par de nouveaux équipements, construction d'écoles... Le territoire communal est-il la bonne échelle pour programmer les logements sociaux alors que nos communes sont encore confrontées à des différences de recettes très importantes ?

Enfin, un véritable défi se pose à nous, celui du lien social : sensibiliser nos administrés, faire en sorte qu'ils ne soient pas que des consommateurs, qu'ils deviennent acteurs. Même si de nombreux moyens existent pour mieux communiquer, cela n'empêche pas la solitude. Comment faire pour que nos administrés soient sensibles à toutes ces préoccupations qui sont aussi les nôtres ?

En guise de conclusion

Hervé SADOUL

Nous avons durant toute cette journée mis en perspective, pris du recul et cherché à voir quel était sur le long terme la projection de ce que nous faisons. Des débats de cette nature sont salutaires pour ceux d'entre nous qui sont pris dans le tissu des affaires quotidiennes, ce qui parfois empêche de prendre un petit peu le large.

La prospective est une affaire de long terme, de volonté qu'il faut appliquer à chacune de nos actions. Le problème est de trouver la clé pour passer de la théorie à la pratique. Je crois qu'avec le travail qui a été fait au sein de la Conférence de l'aire urbaine, nous avons en grande partie cette clé.

Guy HELLÉ

Cette journée nous aura permis, à nous élus, d'enrichir et d'élargir notre vision ; elle aura donc été utile à nos concitoyens.

Claude RAYNAL

Nous avons réussi dans la charte InterSCoT, grâce à trois années de travail, à présenter de manière assez riche un projet pour notre aire urbaine. Celui-ci doit être maintenant mis en oeuvre et discuté de manière régulière, tout comme doivent l'être nos actions et notre volonté politique.

Au cours de la matinée, les éléments de méthodologie m'ont également intéressé. Nous avons travaillé trois ans, mais toujours dans l'écume des choses. Il y a beaucoup à améliorer si nous voulons ensuite avoir des politiques compétitives et des politiques qui aboutissent. Nous sommes sur des thématiques qui touchent à l'homme et à sa complexité : nous pouvons prévoir tant que nous voulons, en tout état de cause, ce sont les hommes qui finalement font les choses.

L'enjeu d'aujourd'hui, comme des réunions futures, est de sortir des idées un peu rebattues qu'on peut avoir les uns et les autres et des représentations qu'on se fait nous-mêmes de notre propre territoire. Il ne faut pas aller trop vite sur des solutions et garder l'esprit ouvert vers ce qui se passe dans le monde, en Europe et pas loin de chez nous.

Hugues de JOUVENEL

Nous ne devons pas oublier que dans le développement durable, il y a trois pôles.

Un pôle économique avec trois enjeux :

- la nécessaire diversification du système productif de ce territoire,
- le nécessaire investissement dans l'innovation, c'est-à-dire la création d'activités y compris d'ailleurs en zone rurale,
- le maillage entre ces initiatives.

Un pôle environnement avec un impératif qui est la conception de la structure du territoire, donc des relations entre l'habitat, le travail et les autres activités. La prise en compte de ces relations doit aussi se faire en termes de qualité environnementale. Enfin il y a le système de transport avec tout ce qui a été dit à ce sujet.

Le troisième pôle dans le développement durable, ce n'est pas le réchauffement de la planète, c'est le réchauffement du climat social : le besoin de refaire société, la nécessité d'arrêter de cloisonner la vie des gens par catégories d'âges, d'arrêter de cloisonner les espaces par catégories sociales...

Le schéma InterSCoT, n'est qu'un élément dans un objectif plus vaste qui est celui d'avoir un projet de développement. Ceci m'amène à la politique qui est notre capacité collective à incarner des objectifs salutaires souhaitables, donc des futurs souhaitables et possibles, et à pouvoir mobiliser les énergies humaines autour de ces projets collectifs.

Les Conférences prospectives de l'aire urbaine

Un recueil des « **prospective ville** » édités à l'issue de chacune des conférences prospectives organisées depuis trois ans par l'auat sous l'égide du Smeat a été mis à disposition pour ce séminaire. Il est disponible sur demande à l'auat ou téléchargeable sur le site : www.auat-toulouse.org

Agence d'Urbanisme et d'Aménagement du Territoire - Toulouse Aire Urbaine
Le Belvédère - 11 boulevard des Récollets - 31078 TOULOUSE Cedex 4
Téléphone 05 62 26 86 26 - Fax 05 61 52 71 36
www.auat-toulouse.org

